

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
CAPITAUX ÉTRANGERS
DANS LA
FINANCE ROUMAINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le jeudi 26 mai 1921, à 3 h. 1/2

PAR

Dorin KASTRIS

Président : M. RIST, Professeur

Suffragants { *MM. WAHL, Professeur*
GERMAIN MARTIN, chargé de cours

PARIS

JOUE ET C^{ie}, ÉDITEURS.

15, Rue Racine, 15

1921

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES

CAPITAUX ÉTRANGERS

DANS LA

FINANCE ROUMAINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le jeudi 26 mai 1921, à 3 h. 1/2

PAR

Dorin KASTRIS



Président : M. RIST, Professeur

Suffragants { *MM. WAHL, Professeur*
GERMAIN MARTIN, chargé de cours

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

—
1921

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES CAPITAUX ÉTRANGERS

DANS LA FINANCE ROUMAINE

INTRODUCTION

L'heure est enfin arrivée où l'on pense à la réparation des dommages causés par la guerre ; la plupart des traités de paix, et les plus importants, viennent d'être ratifiés. L'œuvre des armes est finie, voici l'œuvre du travail paisible qui va recommencer ; après la période des destructions rapides vient l'époque de la reconstruction lente et laborieuse.

L'équilibre résultant des derniers traités, pour instable qu'il soit, sera mis à profit par les forces constructives des nations et, vainqueurs et vaincus, tous ne penseront qu'à guérir les blessures causées par la victoire ou par la défaite ; les uns travailleront dans la joie, les autres travailleront accablés par la ruine morale et matérielle de leur pays, mais tous se proposent le même but : effacer les traces de la guerre, revenir au plus vite à la situation de juillet 1914, pour reprendre la lutte civilisatrice du travail dans la paix.

Les ruines ne sont pas moins grandes dans le camp des vainqueurs que dans celui des vaincus, mais d'autre part, si c'est parmi les alliés qu'on trouve les grandes victimes de la guerre, on trouve en même temps des pays qui, par la force des choses, ont changé entièrement à leur profit la situation d'avant-guerre : nous voulons parler des Etats-Unis qui à la fin de la guerre se trouvent être les créanciers de toute l'Europe, les dépositaires de la plus grande quantité d'or qu'on ait jamais vue dans les caves d'une banque, et les fournisseurs obligés de l'Europe, en ce qui concerne un certain nombre de matières indispensables.

Nombreux ont été ceux qui ont cru qu'à la fraternité des armes succéderait une parfaite entente économique, qu'après être venu mettre ses soldats et ses machines de guerre au service de la cause la plus juste qui s'est jamais disputée sur terre, le Nouveau Monde ne manquera pas de mettre ses capitaux au service de ses amis pour les aider à se relever de leurs blessures. Le calcul s'est trouvé faux ; M. John Maynard Keynes dans ses *Conséquences économiques de la paix* ose espérer que les Etats-Unis iront jusqu'à renoncer à une partie de leurs créances sur l'Europe ; c'était de l'idéalisme pur, et si on trouve aux Etats-Unis des idéalistes parmi ses hommes d'Etat, on n'en trouve pas parmi ses capitalistes. Ainsi l'Europe devra se tirer d'affaire toute seule, par ses propres moyens.

Cela est-il possible ? Nous croyons que oui ; le tout est de savoir et de pouvoir organiser le travail et l'entr'aide ; mais la question ainsi posée est trop vaste ; d'autres, plus compétents que nous ont cherché à lui donner une solution ; dans cet ouvrage, nous nous proposons d'essayer de donner quelques indications sur la Roumanie, sa condition actuelle et un des moyens par lesquels les Alliés pourraient la secourir.

La Roumanie est parmi les pays alliés, sans contredit, celui dont la situation économique actuelle est le plus à plaindre. Le cours du change, ce thermomètre impartial de la détresse et du déséquilibre financier, nous le démontre impitoyablement (au moment où nous écrivons les cours du *leu* à Paris est à 22, le pair étant 100). Dans un chapitre spécial, nous examinons la situation en détail et nous tâcherons de l'expliquer.

Le relèvement ne pourra se faire que par le travail de ses habitants. Tout le monde est d'accord sur ce point ; mais, pour augmenter le rendement du travail il faut des capitaux. Voilà où commencent les difficultés, car malgré l'extraordinaire inflation monétaire qui ne peut pas nous faire illusion, la Roumanie a un besoin pressant de capitaux que seul l'Etranger pourrait lui fournir ; mais il ne s'agit pas de capitaux fournis par les Etats étrangers à l'Etat roumain ; il s'agit de capitaux prêtés aux industriels rou-

maines pour les faire fructifier, augmenter la production, et par là l'exportation, approchant de cette manière du résultat voulu : le redressement en notre faveur de la balance des comptes, dont la conséquence naturelle et heureuse sera l'amélioration des changes. Pour satisfaire au besoin intense de capitaux étrangers qu'on ressent en Roumanie, nous ne voyons qu'un seul moyen assez puissant pour atteindre le but que nous envisageons : la participation de ces capitaux dans les banques roumaines. Notre intention est de démontrer la manière dont les capitaux étrangers, tout en rendant à la Roumanie un service inappréciable pourraient tirer un très grand profit de leur participation dans les banques roumaines. Ce ne serait pas la première fois que les capitaux étrangers aient été appelés à jouer un rôle important dans la finance roumaine.

Il y a une quarantaine d'années, dans des circonstances à plusieurs points de vue semblables aux circonstances actuelles, des capitaux étrangers sont intervenus sur le marché financier ; l'esprit d'initiative des capitalistes étrangers a été largement récompensé ; la Roumanie de son côté en a profité et leur a rendu justice. Si, par la suite, on a eu des reproches à faire c'est que, à côté de leur activité sur le terrain économique, les capitaux étrangers, se sont mêlés d'avoir une activité politique néfaste pour le pays,

mais cela tient à des causes spéciales que nous nous efforcerons d'éclaircir.

En résumé, si nous arrivons à convaincre le lecteur de l'avantage que les capitaux étrangers, les capitaux français spécialement — trouveraient en coopérant avec les banques roumaines à la restauration du pays, nous nous considérerons suffisamment récompensés de notre peine.

CHAPITRE I

Création des banques à capital étranger en Roumanie

Avant la guerre de 1914-1918 la Roumanie était un pays dont le marché financier était entièrement dominé par les capitaux et par les banques étrangères ; pour préciser nous pouvons dire que le marché roumain était entre les mains de la finance austro-allemande. L'histoire de la pénétration des capitaux étrangers en Roumanie se confond ainsi avec la pénétration des capitaux allemands. Cet état de choses était le résultat d'une situation économique spéciale, laquelle, à son tour, est dans une très large mesure, le résultat de la situation politique de la Roumanie. Pour mieux démontrer cette proposition nous croyons devoir commencer par un bref exposé historique indispensable pour expliquer la marche des événements. Nous ne serons pas obligés de commencer de très loin étant donné que l'histoire de la Roumanie comme Etat unitaire ne commence qu'en 1859, date

à laquelle les deux principautés de Moldavie et de Valachie réussirent à faire reconnaître leur réunion sous le sceptre du prince Alexandre Couza, grâce à l'appui généreux et puissant de Napoléon III, soutenu d'ailleurs par la presse et les publicistes français.

Pendant tout son règne, Napoléon III ne cessa de venir en aide à la Roumanie, et en 1866, lorsque le prince Couza fut forcé d'abdiquer à la suite des mécontentements qu'il avait provoqués, c'est toujours grâce à la France que la Roumanie put choisir pour lui succéder le prince Charles de Hohenzollern ; grâce encore à la pression exercée par Napoléon III à Constantinople, la Porte, puissance suzeraine de la Roumanie, finit par reconnaître le nouvel état de choses. Cette bienveillance, riche en résultats, de la France à l'égard de la Roumanie, jointe à la grande autorité dont jouissait Napoléon III, arbitre de l'Europe pendant une quinzaine d'années, ne firent que contribuer à augmenter l'influence française en Roumanie où l'on considérait la France comme la protectrice naturelle du pays. Mais survint le désastre de l'Empire Français ; l'Allemagne victorieuse s'impose à l'Europe comme puissance prépondérante. En Roumanie, le prince Charles, quoique ayant déclaré qu'il ferait toujours son devoir de bon roumain, sentit battre son cœur allemand en entendant l'écho des victoires allemandes et ne put s'empêcher d'écrire au roi de Prusse une lettre de félicitations et d'hom-

gages. Il ne croyait y avoir aucune contradiction entre être bon roumain et bon allemand.

En 1877, la Roumanie gagna vaillamment son indépendance sous les murs de Plewna en combattant à côté des armées russes contre les Turcs ; le congrès de Berlin, réuni en 1878 dans le but de réviser le traité de San-Stefano, par lequel la Russie imposait à la Turquie une paix trop onéreuse, reconnut l'indépendance qu'en fait la Roumanie avait acquise depuis un an. La réunion de la conférence européenne à Berlin, sous la présidence du prince de Bismark, était une preuve de plus de la grande autorité dont l'Allemagne jouissait en Europe.

Après les succès de 1866 et 1870 le prince de Bismarck pouvait à bon droit se considérer comme le premier diplomate du continent et le congrès de Berlin lui offrait une occasion de plus pour s'affirmer. Après 1870, le prestige de l'Allemagne avait considérablement grandi dans le monde ; en 1878 ce prestige ne fit que s'accroître surtout dans les petits Etats de l'Europe Orientale qui voyaient venir de Berlin la reconnaissance de leur indépendance : parmi eux, la Roumanie était un des Etats où l'influence allemande ne faisait que progresser. En 1881, le Prince Charles fut proclamé roi et en 1883, par un traité secret, dont l'existence n'était que soupçonnée dans le pays, il adhéra à la Triple Alliance. C'était une conséquence directe du rôle de plus en plus important que

TABLEAU

de l'évolution du commerce extérieur de la Roumanie de 1874-1894 en milliers de lei

PAYS	1874		1879		1883		1888		1894	
	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.
Allemagne.....	6.171	231	18.451	1.558	43.287	4.560	83.225	6.515	116.974	58.084
Autriche-Hongrie	48.308	55.476	124.754	68.856	153.972	71.478	50.859	13.545	114.805	42.838
Angleterre	32.849	13.050	50.529	37.868	78.743	88.642	84.775	143.855	84.029	78.842
France.....	15.684	10.022	15.451	17.775	36.491	19.088	28.079	18.561	34.219	10.044
Belgique.....	61	661	1.513	250	5.670	1.831	16.373	31.652	22.492	61.359
Total	103.073	79.420	210.708	126.337	318.763	185.599	263.311	214.128	372.519	251.167
Autres pays.....	19.721	65.293	43.774	112.313	41.144	35.051	47.067	42.661	49.623	43.031
Total général.....	122.794	134.713	254.482	238.650	359.907	220.650	310.378	256.789	422.142	294.198
	257.507		493.132		580.557		567.167		716.340	

l'Allemagne jouait en Europe, autant que de la défiance naturelle contre la Russie, dont la Roumanie n'avait pas eu à se louer en 1878 : malgré le traité par lequel la Russie garantissait l'intégrité territoriale de la Roumanie, celle-ci se voyait dépossédée d'une de ses plus belles provinces (le sud de la Bassarabie) recevant comme compensation la Dobroudja, pays stérile et presque désert. Ainsi, la Roumanie pendant une quarantaine d'années, n'a fait que graviter dans l'orbite de la politique allemande.

Il n'a pas fallu moins que la débâcle de 1914 pour que le Roi Charles se rendit compte qu'il avait dirigé la Roumanie dans une direction contre nature, contre ses affinités de race et contre ses intérêts comme nation.

La déception fut cruelle ; le Roi Charles en est mort. Son successeur le Roi Ferdinand a su répondre aux vœux de son peuple et la Roumanie est rentrée dans sa voie naturelle. Il importe à notre génération de savoir la maintenir dans cette voie, mais en même temps il faut que nos alliés sachent nous venir en aide aux heures difficiles et décourageantes que nous vivons.

* * *

En même temps que l'ascendant moral, l'Allemagne prenait de plus en plus d'importance au point de vue économique dans le monde entier ; s'il est vrai que l'an-

née 1895 marque pour tous les grands pays européens le point de départ d'une plus grande activité industrielle et commerciale, il n'est pas moins vrai que les progrès accomplis par l'Allemagne à partir de la même date dépassent les progrès des autres Etats. En même temps que son importance politique, l'Allemagne voyait augmenter son importance comme pays producteur et exportateur. Tandis que l'Angleterre poursuivait l'extension de son commerce d'outre-mer grâce à ses colonies, tandis que la France s'occupait de ses colonies nouvellement acquises en Afrique, l'Allemagne s'employait par tous les moyens à gagner l'Europe Orientale. La Russie, la Roumanie et les Balkans furent les buts de ses convoitises. Le champ était libre, la France et l'Angleterre étant occupées ailleurs, et de la sorte la conquête pacifique de la Roumanie s'accomplit. Un coup d'œil sur un tableau statistique montrant le mouvement du commerce extérieur de la Roumanie, depuis 1874 jusqu'en 1894 est très instructif à ce point de vue. Nous voyons le montant des transactions avec l'Allemagne monter régulièrement et prendre une place prépondérante tant à l'importation qu'à l'exportation. De 6.402.000 lei en 1874 notre commerce avec l'Allemagne passe à 20.019.000 en 1879, à 48.447.000 en 1883 pour arriver à 175.058.000 en 1894 ; à ce total, il faut encore ajouter une bonne partie de notre commerce avec la Belgique, étant donné qu'une importante fraction de

nos importations et surtout de nos exportations (presque exclusivement des céréales et du pétrole) vers ce pays, vient de l'Allemagne où est destinée à l'Allemagne, ne faisant que traverser la Belgique. Le commerce avec la Belgique en transit pour l'Allemagne prendra par la suite une importance considérable.

C'est surtout à titre de fournisseur que l'Allemagne voit sa position s'affermir chaque année. Nos importations de l'Allemagne augmentent non seulement quant au chiffre absolu, mais aussi quant au % du total des importations ainsi que l'on peut s'en rendre compte :

IMPORTATIONS D'ALLEMAGNE EN %
PAR RAPPORT AU TOTAL

1874.		5,02 %
1879.		7,23 %
1883.		12,19 %
1888.		26,82 %
1894.		27 » %

La communauté d'intérêts politiques et économiques ainsi que la communauté de race nous fait mettre sur la même ligne que l'Allemagne, son alliée fidèle, l'Autriche-Hongrie ; à partir de 1894, nous ne les séparerons plus et nous parlerons de l'influence austro-allemande réunie en Roumanie.

Si l'on considère le mouvement de notre commerce extérieur à ce point de vue, on se rend mieux compte

de l'importance toujours croissante de ces deux pays, pour notre économie nationale. En examinant le tableau numéro 1 (1), on voit que de très bonne heure, l'Autriche-Hongrie a été un client sérieux ainsi qu'un débouché important pour nos produits. Jusqu'en 1883, elle vient en tête de notre commerce extérieur avec 153 972.000 lei à l'importation et 71.478.000 lei à l'exportation ; il faut ajouter qu'à partir de 1875, la Roumanie avait conclu avec l'Autriche un traité de commerce dans des conditions très défavorables ; ce traité ayant expiré en 1886 et la Roumanie ne voulant plus le renouveler dans les mêmes conditions, un conflit douanier s'ensuivit qui dura jusqu'en 1891.

Les suites de ce conflit se firent immédiatement sentir dans le chiffre de nos transactions avec l'Autriche-Hongrie : nos importations de 93 518.000 lei en 1886, passent à 50.858.000 en 1888 ; de même, nos exportations tombèrent de 83.783.000 en 1885, à 13.545.000 en 1888 et 8.911.000 en 1890. L'Allemagne fut celle qui sut profiter davantage de nos difficultés avec l'Autriche, pour prendre sa place et réussit à évincer ses concurrents, l'Angleterre et la France.

A partir de 1891 l'Autriche reprend sa place dans notre commerce et si nous suivons le % de nos importations et de nos exportations en Allemagne et en Autriche, nous voyons quelle importance ont pour la Roumanie, les relations avec ces deux pays.

1. Voir p. 13.

I.E COMMERCE AVEC L'ALLEMAGNE ET L'AUTRICHE

EN % DU TOTAL

	Importations	Exportations
1874.	44,36	41,35
1879.	56,27	29,50
1883.	55,00	34,46
1888.	43,19	7,8
1894.	54,90	34,00

En même temps, si nous considérons le mouvement de notre commerce avec la France, nous voyons que ses progrès sont très lents et les chiffres peu importants ; si l'on considère les chiffres absolus, on remarque une augmentation tant en ce qui concerne l'importation qu'à l'exportation, mais proportionnellement au total, la place occupée par la France diminue chaque année ; si nos importations de France passent de 15.684.000 de lei en 1874 à 34.219.000 en 1894 et nos exportations de 10.022 000 de lei en 1874 à 29.134.000 en 1886 pour descendre ensuite à 10.044.000 en 1894, en % notre commerce avec la France suit la marche suivante :

	Importations	Exportations (1)
1874.	12,077	7,44
1879.	6,07	7,07
1883.	10,13	8,65
1888.	9,04	7,23
1894.	8,10	3,04

Notre commerce avec l'Angleterre a une plus

1. Pour les détails du commerce avec la France dans cette période, voir *La Roumanie* par Gustave Bley, Paris, 1896, Giard.

grande importance que le commerce avec la France, mais il a subi la même évolution ; après 1883 il devient presque stationnaire, avec quelques augmentations pendant le conflit douanier avec l'Autriche, mais cet avantage n'a pas survécu à l'année 1891, qui marqua la fin du conflit.

Les moyens que les Austro-Allemands ont employés pour conquérir le marché roumain sont connus ; ce sont les mêmes qu'ils employaient partout avec succès, même dans des pays mieux préparés à se défendre que n'était la Roumanie, il y a trente ou quarante ans ; ici comme ailleurs nous voyons les commis-voyageurs allemands, les agents et représentants sur place, l'adaptation de la fabrication au goût des populations étrangères à conquérir, l'action non interrompue des consuls allemands (1) qui s'intéressaient *spécialement au commerce et à l'industrie*, pouvant de la sorte donner des indications précieuses aux industriels et aux négociants allemands.

Nous croyons que c'est surtout cet appui largement consenti par l'officialité allemande à ses sujets travaillant en pays étranger qui a contribué au progrès incessant du commerce extérieur allemand.

* * *

Vers 1894, les relations commerciales entre la

1. Consulter là-dessus l'ouvrage de M. Biçiri-Sturia, *Germania in România* (En roumain), Bucarest.

Roumanie et l'Allemagne-Autriche-Hongrie avaient pris une assez grande importance pour que les Allemands pensassent à fonder à Bucarest une banque qui leur facilitât à l'action. Le commerce était arrivé à un très grand développement, les derniers temps, pour que le concours des banques devint nécessaire. A cette époque, le commerce de banque était presque entièrement entre les mains de quelques maisons de peu d'importance, travaillant avec un capital propre et n'offrant pas les facilités de crédit qu'exigeait le commerce en pleine période de croissance.

Autrefois, il y avait eu quelques banques françaises lesquelles, vers 1883, ne faisaient plus d'affaires, à cause de la diminution de l'influence française comme le constatent les consuls français en Roumanie (1).

C'étaient la *Banque de Roumanie* fondée en 1865 et que nous retrouverons plus loin sous le nom de *Bank of Roumania*, la *Société roumaine de construction et de travaux publics* au capital de 10 millions de lei et le *Crédit Mobilier Roumain*, fondé toujours en 1881, au capital de 20 millions de lei. Comme banque roumaine, il y avait la *Banque Nationale de Roumanie*, fondée en 1880 avec un capital de 12 millions de lei, ayant le monopole de l'émission des billets à vue et au porteur ; son organisation est comparable à celle de la Banque de France ; par sa situation et par son privilège, on ne peut pas la considé-

1 Bley, *op. cit.*, p. 67 et Bibiri-Sturia, p. 104 et suiv., *op. cit.*

rer comme banque de commerce. De la sorte, il ne reste en 1894, qu'une seule banque roumaine *La Banque Agricole*, fondée en vertu de la loi du 28 mars 1894, sous la forme d'une société anonyme, au capital 12.212.000 lei. Cette banque, destinée surtout à faire des avances aux agriculteurs, ne pouvait être d'une trop grande utilité pour le commerce d'importation. La seule solution était la création d'une banque destinée spécialement à cet emploi.

On décida alors de fonder avec des capitaux allemands des banques roumaines, ou qui n'avaient de roumain que le nom. Pour se faciliter l'entrée sur le marché, la meilleure manière de faire était de commanditer une des maisons de banques privées déjà existantes ; c'est la méthode qu'on emploiera par la suite dans toutes les créations de banque à capitaux étrangers.

La première banque de cette espèce fut la *Banque Générale Roumaine*, fondée en 1895 au capital de 10 millions de lei, par deux des plus grandes berlinoises : *La Disconto-Gesellschaft et la maison Bleichræder*.

Les bonnes affaires réalisées par cette banque allemande, incitèrent les Autrichiens à fonder à leur tour une banque destinée à soutenir leurs intérêts commerciaux. C'est en 1904 que se place la fondation de la *Banque de Crédit Roumain* laquelle prend la place de la maison de Banque privée de Jeschek

et C^o, maison commanditée déjà depuis 1880 par la Banque des Pays Autrichiens. La banque ouvrait ses guichets en novembre 1904, toujours sous la forme d'une société anonyme avec un capital social de 6 millions dont 3 millions versés. En 1908 cette banque fusionna avec la maison Dickin et C^o, maison déjà commanditée par la Niederösterreichische Escompte Gesellschaft et demanda le versement des 3 millions non encore versés. De la sorte, la Banque de Crédit Roumain continua son activité avec un capital de 6 millions entièrement versés, sous les auspices des deux grandes sociétés de banque viennoises, que nous venons de nommer.

L'année suivante (1905), nous voyons apparaître sur le marché de Bucarest sous la forme d'une société anonyme, la *Banque Marmorosch Blank et C^o*, firme déjà bien connue en Roumanie depuis 1874 qu'elle existait comme société en commandite au capital de 3 millions. La nouvelle société se fonde avec un capital de 8 millions, souscrits comme suit :

1 ^o Pester Ungarische Commercial Bank Budapest. . .	2.000.000
2 ^o Maurice Blank, Bucarest.	1.850.000
3 ^o Jacob Marmorosch, Bucarest.	1.500.000
4 ^o Blank für Handel und Industrie, Berlin.	1.200.000
5 ^o Berliner Handels gesellschaft.	1.200.000
6 ^o Jean Cantacuzène, Bucarest.	200.000
7 ^o P. S. Aurelian, Bucarest.	50.000
Total.	<u>8.000.000</u>

On remarque ici, la collaboration du capital rou-

main avec le capital hongrois et allemand (en majorité). En 1906, on procède à une augmentation de capital, par l'émission de 4.000 actions nouvelles à 500 lei, souscrites par la Banque de Paris et des Pays-Bas, en s'assurant de la sorte le concours de la finance parisienne. Le capital de la banque monte ainsi à 10 millions de lei.

En 1907, se place la création de la dernière banque à capital étranger en Roumanie avant la guerre. La *Banque Commerciale Roumaine*, dont le capital de 12 millions fut souscrit par la Anglo-Österreichische Bank, Vienne, Wiener Bank Verein, Vienne. La Banque de l'Union-Parisienne, Paris et le Crédit Anversois, Anvers ; ici, nous voyons de nouveau la collaboration des capitaux français dans les banques roumaines, à côté des capitaux autrichiens et allemands (le crédit Anversois n'étant que la succursale de la Darmstädter-Bank donc représentant le capital allemand).

Toujours parmi les banques étrangères, on compte la *Bank of Roumania*, succursale de la Banque du même nom de Londres, banque créée en 1904, pour prendre la suite des affaires de la Banque de Roumanie, entrée en liquidation à cause de la fin de la concession obtenue en 1869, pour une durée de trente-cinq ans. C'était à une époque où les sociétés par actions ne pouvaient se fonder qu'en vertu d'une concession du pouvoir exécutif.

Le capital de la Bank of Roumania fut fourni par la Banque Impériale ottomane de Londres (donc capital anglais) et se monte à 7.500.000 lei.

* * *

Entre temps les capitalistes roumains, sentant le besoin de banques dotées d'un capital purement roumain, nous assistons :

1° En 1898, à la formation de la *Banque du Commerce* de Craiova, établissement qui débute comme petite banque de province, au capital de 200.000 lei ; par des augmentations successives, ce capital arriva en l'année 1913, à 5 millions et presque autant de réserves, prenant place de la sorte, parmi les banques importantes du pays ;

2° En 1899, à la création de la *Banque d'Escompte de Bucarest* au capital de 2 millions de lei ;

3° En 1911, à la création de la *Banca Romaneasca* au capital de 17.500.000 lei dont 12.922.250 versés ; c'est la plus grande banque à capital roumain et destinée à prendre une importance primordiale sur le marché financier roumain.

* * *

L'industrie et le commerce progressant sans cesse, toutes ces banques ont fini par faire de très belles affaires et pendant les quelques années qui ont pré-

cédé la guerre, la plupart d'entre elles ont augmenté leur capital. Mais il ne faut pas croire que le progrès de ces banques ait été incessant ; surtout en ce qui concerne les banques roumaines, leur carrière a été très mouvementée et leur existence souvent menacée ; cela tient à la forte concurrence que leur faisait les banques à capital étranger, dont les fonds de roulement étaient fournis par l'étranger à un taux moindre que le taux de l'intérêt que les banques roumaines devaient bonifier à leurs déposants et à leurs comptes courants créditeurs ; d'autre part, les clients des banques roumaines étant en grande partie des agriculteurs, la récolte annuelle avait une influence énorme sur leurs opérations. Ces différentes causes ont rendu la vie bien difficile aux banques roumaines à leurs débuts.

* * *

VARIATIONS DU CAPITAL DES BANQUES ROUMAINE

Bank of Roumania :

Année 1865.	7,5 millions lei
— 1913	7,5 —

Banque commerciale roumaine :

Année 1909	12 millions lei
— 1913	12 —

Banque de Crédit roumain :

Année 1905	3 millions lei	
— 1909	6	—
— 1910	10	—
— 1913	20	—

Banque générale roumaine :

Année 1895	10 millions lei	
— 1910	12,5	—
— 1913	15	—

Banque Marmorosch Blank et C^o :

Année 1905	8 millions lei	
— 1906	10	—
— 1909	12,5	—
— 1911	15	—
— 1915	20	—

Banque agricole :

Année 1894	12,2 millions lei	
— 1906	7,7	—
— 1912	11,9	—
— 1913	18,5	—

Banque du Commerce de Craiova :

Année 1898	200 mille lei	
— 1899	1 million lei	
— 1907	2	—
— 1911	3	—
— 1912	5	—

Banque d'escompte de Bucarest :

Année 1899	2 millions lei	
— 1899	5	—
— 1903	3,5	—
— 1911	7	—
— 1913	10	—

Banca Romaneasca :

Année 1911.	17,5 millions lei
— 1912	26,25 —

On peut se rendre compte par la lecture du tableau qui précède de la situation difficile qu'ont eue, à un certain moment, les plus anciennes banques à capitaux roumains, la Banque Agricole et la Banque d'Escompte. La première a été forcée de recourir à une forte diminution de capital à la suite des pertes subies pendant la crise agricole qui précède l'année 1906 ; ce n'est que six ans plus tard qu'elle a pu revenir à peu près au capital initial ; ensuite, profitant de l'essor général de l'agriculture et du commerce intérieur, elle a pu arriver au capital de 18.500.000 ; quant à la Banque d'Escompte de Bucarest, elle aussi a dû diminuer son capital en 1903, après une augmentation mal avisée l'année même de sa fondation ; en 1911, par le fait du développement général, elle a pu doubler son capital et en 1913 elle arrive à 10 millions ; cette fois-ci, assise sur des bases plus solides, elle n'a fait que progresser.

On ne constate rien de semblable dans l'évolution des banques à capitaux étrangers, dont les progrès ont toujours été puissants et sûrs.

En faisant une comparaison entre les moyens propres d'exploitation (capital et réserves) des banques

à capital étranger d'une part, et les banques à capital roumain d'une autre, on voit qu'en 1913, les premières disposent de 102.761.561 lei (voir le tableau n° 2, p. 29) dont 74.500.000 de capital et 28.261.561 de réserves et les autres de 77.340.468 lei dont 59.750.000 de capital et 17.590.498 de réserves ; il ressort très clairement que les capitaux étrangers dominaient nettement la place de Bucarest. En considérant la situation avant l'année 1911 (date de la création de la Banca Romaneasca), on se rend compte encore mieux de la toute-puissance incontestée dont ont joui les banques à capital étranger pendant une quinzaine d'années. La création de la Banca Romaneasca, qui par son fort capital et la solidité des capitalistes qui la dirigeaient, menaçait leur domination, a été suivie de près par des augmentations de capital de la part des autres banques.

Les capitaux austro-allemands, après les premiers pas hésitants vers la conquête du marché roumain, enhardis par le succès, accouraient en foule chaque fois que le besoin se faisait sentir. Que nous sommes loin de l'époque où Ricardo écrivait : « La différence
« à cet égard (il s'agit de la distinction qu'il établit
« entre l'ajustement des prix à l'intérieur d'un pays
« et celui qui se produit par de là les frontières) peut
« facilement s'expliquer si l'on considère la difficulté
« avec laquelle le capital va d'un pays à l'autre,
« chercher un emploi plus rémunérateur et la régula-

BILANS

des neuf principales banques roumaines (31 décembre 1913)

BANQUES	ACTIF (en milliers de lei)					PASSIF (en milliers de lei)						
	Caisse, coup. et disponibl. en banque	Portefeuilles	Effets	Avances garanties	Participation	Comptes courants débiteurs	Capital	Réserves	Dépôts	Comptes courants créditeurs	Récompte et acceptation	Créditeurs
Banque Agricole.....	4.953	40.632	7.591	27.494	2.262	39.684	18.500	9.188	16.425	10.603	39.721	24.742
Bque du Commerce de Craiova	2.282	30.148	4.076	9 023		19.347	5.000	4.605	28.539	11.900	4.355	
Bque d'Escompte de Bucarest..	725	32.599	5.342			13.987	10.000	1 734	10 117	7.202	24.07	
Banca Romaneasca.....	3.429	66.883	4.621			42.342	26.250	2.063		51.716	42.760	
Bque Marmorosch, Blank et Co.	12.011	25.074	10.425	45.558	793	21.236	20.000	11.416	44.993	35.620	3.041	
Bank of Roumanie Ltd.....	4.930		(1)		529	36.611	7.500	4 605	*	30.179		
Banque Générale Roumaine...	2.942	14.576	7.444			134.469	15.000	4.000		138.635		
Banque de Crédit Roumain...	14.776	18.470	7.518	52.352		26.377	20 000	8.735	44.861	38 842	6 734	
Banque Comm. Roumaine.	1.863	18.069	3.714	(1)		48 972	12.000	7.9		58.398	995	

1. Y compris les participations.

« rité avec laquelle il ne cesse de passer d'une
« province à l'autre d'un même pays (1). »

Nous croyons pouvoir affirmer qu'avant la guerre les capitaux passaient plus facilement d'Allemagne et d'Autriche en Roumanie, qu'ils ne passaient dans le pays même d'une province à l'autre.

Les capitaux austro-allemands étaient attirés en Roumanie tant par un taux d'escompte plus élevé que par la perspective de fructueuses entreprises.

« Les transferts causés par le taux de l'escompte
« sont le meilleur exemple de la facilité avec laquelle
« le capital se déplace, mais ils ont moins d'influence
« sur l'économie permanente d'une nation, que les
« transferts qui se font pour des emplois à longue
« échéance. La loi d'utilité marginale du capital, lui
« donne une puissance plus considérable dans les
« pays neufs où il n'existe que peu d'épargne, que
« dans les vieux pays où il y en a plutôt un excédent.
« C'est pourquoi de grandes masses de capitaux
« d'épargne ont été attirées des vieux pays vers
« ceux qui sont moins développés (2). »

Mais, n'est-ce que la recherche de placements plus fructueux qui attirait les capitaux austro-allemands en Roumanie ? Est-ce que le rendement des capitaux placés en Allemagne et en Autriche n'était pas assez

1. Cité par Charles Conant dans *Monnaie et Banque*, 2 vol., pag. 203 de l'édit. fr., trad. Raphaël-Georges Lévy.

2. Charles Conant, *op. cit.*, p. 203 et suivantes.

élevé ? Est-ce que ces pays souffraient d'une trop grande accumulation de capitaux ? Nous ne le croyons pas ; chaque année, les fondations de sociétés et les nouvelles émissions d'actions et d'obligations industrielles, montraient que ni le commerce, ni l'industrie n'étaient arrivés au développement maximum ; d'ailleurs, le taux de l'escompte était plus bas en France — comme preuve les acceptations des banques allemandes, en pension sur le marché parisien — donc l'accumulation de capitaux était plus grande en France qu'en Allemagne, et pourtant les capitaux allemands employés dans des banques et dans des industries à l'étranger, dépassaient les capitaux français engagés dans des exploitations similaires.

M. Fontana Russo explique cette situation de la manière suivante (1) : « Même dans les pays qui
« n'ont pas atteint une grande accumulation de capi-
« taux, on supplée à leur peu d'abondance, par une
« plus savante organisation du capital ; et en vertu de
« cette disposition, il ne leur est pas interdit de
« participer aux emplois à l'étranger. L'Allemagne,
« par exemple, grâce à son sens de l'association et à
« ses banques, a su féconder les ressources naturelles
« d'autres marchés, et disputer dans quelques cas
« particuliers la suprématie de l'Angleterre, bien
« qu'elle ne jouisse pas de l'énorme accumulation de
« capitaux de cette dernière. »

1. Fontana Russo, *Traité de politique commerciale*, p. 31.

Nous croyons plutôt que cela tient à la formation en Allemagne d'une classe de très grands capitalistes; animés d'un désir incessant de conquête et d'expansion; l'esprit militaire et guerrier qui dominait toute l'Allemagne, trouvait une diversion dans ces conquêtes par l'argent et par les usines, et les batailles que livraient les capitalistes allemands sur le terrain économique, ressemblaient beaucoup à des batailles rangées, par la violence avec laquelle les capitaux allemands se frayaient une place en territoire étranger en broyant les concurrents qui osaient trop leur résister. Là où les banques et les industries allemandes s'étaient installées, toute autre entreprise avait de la peine à vivre.

C'est avec ces traits distinctifs que nous rencontrons en Roumanie les capitaux austro-allemands, attirés autant par l'appât d'un rendement supérieur que par un désir de conquête à assouvir.

CHAPITRE II

Activité des banques à capital étranger

Comme nous le disions dans le chapitre précédent, lors de la Création de la Banque Générale Roumaine, il n'y avait sur la place de Bucarest que deux banques principales — la Banque Nationale exceptée, — la Banque Agricole, qui n'avait qu'une année d'existence et la Bank of Roumania, toutes les deux n'ayant qu'un cercle d'affaires peu étendu ; cela faisait qu'en Roumanie, il n'existait pas encore une tradition de banque comme dans les vieux pays ; les opérations de la banque moderne avec ses usages et ses coutumes, étaient presque totalement inconnues. Les nouvelles banques avaient à faire l'éducation du public pour lui apprendre les habitudes commerciales de précision et d'exactitude, en l'absence desquelles l'activité d'une banque est ralentie et par là les chances de succès diminuées. A ce point de vue, les banques à capital étranger ont joué un rôle important, en imprimant à la marche des affaires en Rou-

manie, un mouvement plus conforme aux exigences du commerce moderne.

D'autre part, il y avait en Roumanie un manque complet de personnel spécialisé, personnel que ces banques ont dû former, car si les hauts fonctionnaires étaient recrutés parmi les étrangers, ayant une connaissance suffisante de la langue roumaine et, si parmi les fonctionnaires inférieurs il y avait un grand nombre d'étrangers, pris dans la colonie austro-allemande de Bucarest, il y avait nécessairement aussi des Roumains, dont l'instruction spéciale faisait complètement défaut. La fondation de banques, toujours plus nombreuses et plus riches, ont fait que, parmi les nouvelles générations, nombreux ont été ceux qui, se destinant à faire carrière dans les banques, ont cherché à faire des études spéciales : ainsi peu à peu il s'est formé un corps de fonctionnaires suffisant pour fournir le personnel nécessaire aux nouvelles créations. Ces fonctionnaires, étant destinés à travailler dans des banques étrangères devaient se préparer en conséquence ; le résultat fut qu'avant la guerre, un nombre de plus en plus important de jeunes Roumains allèrent étudier les sciences financières et économiques à Berlin ; de plus, grâce aux relations que les grandes banques berlinoises avaient en Roumanie, par l'entremise des banques roumaines à capital étranger — qui n'étaient que leur succursale, — ces jeunes gens trouvaient toujours bon

accueil dans ces banques où, étant reçus comme volontaires, ils pouvaient compléter leurs études d'une manière pratique ; les méthodes de travail apprises en Allemagne, ils les appliquaient en rentrant dans le pays. Tant par des fonctionnaires allemands que par les Roumains instruits en Allemagne a été introduite en Roumanie la façon de travail habituelle dans les banques berlinoises ; tout a été imité ainsi depuis la politique de banque jusqu'au jargon professionnel.

Il n'y avait pas de quoi se plaindre, étant donné qu'en Roumanie, où tout était à créer dans cette direction, on s'est vite trouvé pourvu d'établissements sérieux inspirant une entière confiance grâce à leur précision et à leur honnêteté dans leurs rapports avec les clients. Cette confiance était si grande que même après la création de banques roumaines sérieuses et capables, les préférences du public allaient plutôt vers les banques étrangères.

* * *

Dans l'analyse un peu plus détaillée que nous nous proposons de faire de l'activité des banques étrangères en Roumanie, nous aurons souvent recours aux intéressantes publications de M. Victor Slavesco et Pant Sitiesco (1).

1. Voir Victor Slavesco, *Marile bănci comerciale în Romania* 19:5. — *Marea finanta din Romania în vreme de război*, 1920. —

De cette analyse et de la comparaison que nous essaierons de faire avec l'activité des banques roumaines, on pourra se rendre compte du fait que, quoique partant des mêmes principes et suivant la même politique bancaire, certaines situations de fait inévitables établiront des différences essentielles entre ces deux catégories de banques. Nous croyons pouvoir borner notre étude à l'examen des bilans comparés des neuf principales banques de Roumanie, à la date du 31 décembre 1913. Nous choisissons cette date comme pouvant nous donner l'aspect exact du marché financier roumain avant la guerre; quoique l'intervention roumaine ne se soit produite qu'en 1916, les bilans de la période de neutralité se sont ressentis des circonstances exceptionnelles dans lesquelles fonctionnaient nos banques, celles surtout ayant des fonds importants de provenance étrangère.

Pour commencer, nous ne ferons plus après tant d'autres le procès des bilans tels qu'ils sont publiés par nos banques; avant la guerre surtout, leur trop grande variété et l'absence totale de détails en rendaient l'étude presque impossible; nous croyons pouvoir affirmer que depuis la guerre, les bilans des

Pantelimon Sitiesco, *Die Kreditbanken Rumäniens*, 1915. On peut aussi consulter avec profit le *Balkan compass*, annuaire statistique et financier pour la Roumanie et les Etats balkaniques, publié en 1914 à Vienne, en allemand et en français,

banques ont beaucoup gagné comme clarté et sincérité ; c'est un résultat appréciable de la campagne menée les derniers temps dans les milieux financiers.

Dans le tableau II nous avons résumé les bilans des neuf principales banques roumaines, de manière à rendre les comparaisons plus faciles.

L'étendue de l'activité d'une banque dépend de l'importance de ses moyens d'exploitation. Ces moyens, on les sépare d'habitude en moyens propres d'exploitation (capital et réserve) et moyens étrangers d'exploitation qu'on appelle aussi les *engagements* d'une banque.

En examinant les engagements des banques roumaines, on remarque que le chiffre des dépôts est beaucoup plus élevé dans les banques à capital étranger que dans les banques à capital roumain ; cela tient, d'abord à la confiance beaucoup plus grande qu'inspirent les premières ; d'autre part, le grand public n'est pas encore habitué à garder ses fonds dans les banques ; le petit rentier, le petit agriculteur préfèrent le bas de laine. La clientèle des banques étrangères étant faite surtout de riches négociants importateurs ainsi que d'industriels en relations avec la banque, l'abondance de leur dépôt est explicable. Parmi les banques roumaines, seule la Banque du Commerce de Craïova, nous montre une somme de dépôts importante, relativement à son capital et à ses autres engagements : l'explication réside dans le fait,

que cette banque, placée dans le centre d'une contrée agricole extrêmement riche, a une nombreuse clientèle formée de grands et moyens propriétaires ainsi que d'un grand nombre de fermiers aisés, lesquels à cause de l'importance de leurs capitaux de roulement ont pris l'habitude de travailler par l'intermédiaire des banques.

De même, en ce qui concerne les comptes courants créditeurs, les banques à capital étranger marquent une supériorité visible sur les banques à capital roumain : c'est le résultat de la manière différente dont ces deux catégories de banques recrutent leurs moyens étrangers d'exploitation. Les banques à capital étranger font venir leurs capitaux de l'extérieur sous la forme de crédit à découvert (*Blanko credit* en allemand) accordé par les banques commanditaires ; c'est une opération extrêmement avantageuse, étant donné que ces banques ne paient qu'un intérêt minime — 3 ou 4 o/o — tandis qu'elles touchent en Roumanie jusqu'à 12 o/o sur les avances qu'elles consentent à leurs clients ; la différence constitue un gain net et facile ; c'est la grande supériorité des banques à capital étranger, c'est leur principal avantage. De cette façon, dépendant presque exclusivement de l'étranger, ces banques ne sont que peu touchées par l'état du marché monétaire intérieur et n'ont que très rarement recours à la banque centrale d'émission, d'autant plus que la Banque Nationale a toujours

montré une préférence marquée pour les banques roumaines; ainsi les banques à capital étranger préféreraient garder leur indépendance vis-à-vis de la Banque Nationale. Cette situation ressort clairement de l'examen du poste de réescompte dans les bilans. Chaque fois que les banques ont besoin de numéraire, elles font réescompter leur portefeuille à la Banque Nationale. Les banques à capital roumain ont largement usé de cette possibilité, ainsi qu'il ressort du bilan. Tandis que la *Banque de crédit roumain* ne met que 6,7 millions et la *Banque commerciale roumaine* que 0,995 millions sous la rubrique « réescompte », les banques roumaines arrivent à 42 millions (Banca Romaneasca), 39 millions (Banque Agricole). et 24 millions (Banque d'Escompte de Bucarest). Si l'on compare les chiffres du portefeuille et ceux du réescompte il apparaît un état de tension marquée; l'intervention de la Banque Nationale est la bienvenue pour remédier au peu de développement des comptes de dépôts et des comptes courants créditeurs.

	Portefeuille	Préescompte
	—	—
Banque Agricole.....	40 millions	39 millions
Banque d'Escompte.....	32 —	24 —
Banca Romaneasca.....	66 —	42 —
Banque de Crédit Roumain.....	18 —	6,7 —
Banque Commerciale Roumaine ...	18 —	0,99 —
Banque Marmorosch Blan.k.....	25 —	3,04 —

Mais en 1914, lors du commencement de la guerre

la situation des banques à capital étranger changea, car leurs comptes courants créditeurs ne purent plus être alimentés par les banques commanditaires de l'étranger, celles-ci ayant besoin de tout leurs capitaux pour répondre à la demande toujours croissante de l'intérieur. Alors, ces banques furent-elles aussi obligées de recourir à la Banque Nationale pour faire réescompter leur portefeuille. La Banque Nationale, pour éviter la crise qui se préparait leur avança les fonds nécessaires pour faire face aux difficultés du moment.

En passant maintenant à l'étude de l'actif, on se rend compte au premier coup d'œil que les banques à capital roumain escomptent des effets de commerce en plus grandes quantités que les banques à capital étranger. Cette différence s'explique par le fait que cette deuxième catégorie de banques s'intéresse surtout au commerce d'importation ; d'autre part, elles n'ont que peu de relations avec les banques de provinces et le commerce intérieur ; la plus grande part du portefeuille des banques à capital roumain est constituée par l'escompte des effets de commerce des petites banques provinciales, que les banques de Bucarest réescomptent ensuite à la Banque Nationale.

Un autre poste important de l'actif est celui des comptes courants débiteurs ; en réunissant les comptes courants débiteurs et les avances sur garan-

ties (d'ailleurs ces deux postes sont réunis dans la plupart des bilans), on obtient les chiffres suivants :

	Débiteurs et avances	Créditeurs et Dépôts
Banque Agricole.....	67 millions	51 millions
Banque du Commerce Craïova....	28 —	40 —
Banque d'Escompte Bucarest.....	13 —	17 —
Banca Romanesca.....	42 —	51 —
Bank Marmorosch Blank et Co....	66 —	80 —
Banque générale Roumaine.....	135 —	138 —
Banque de Crédit Roumain.....	78 —	83 —
Banque Commerciale Roumaine...	49 —	58 —
Bank of Roumania.....	36 —	30 —

La même supériorité des banques à capital étranger que nous avons constatée pendant l'étude des postes des dépôts et comptes courants créditeurs au passif, se constate de nouveau ici ; les banques étrangères disposant de moyens plus étendus sont plus larges dans leurs avances garanties ou à découvert ; autant que leurs moyens le leur permettent, les banques roumaines suivent la même politique. Cela ressort clairement, si on met les comptes courants débiteurs et avances réunis à côté des comptes courants créditeurs et des dépôts (voir plus haut).

Enfin, un autre poste de l'actif qui a dans les banques de Roumanie une importance beaucoup plus grande, que les bilans ne veulent l'avouer, c'est le poste des participations financières et industrielles. Seules les banques suivantes nous donnent des indications à cet égard.

PARTICIPATIONS FINANCIÈRES

Banque Agricole.....	2,26	millions
Bque Marmorosch Blank.....	0,793	—
Bank of Roumania.....	0,529	—

Pour les autres banques, les actions des sociétés qu'elles ont financées, et dont elles possèdent une assez grande quantité se cachent sous la rubrique « Effets »; même pour celles qui veulent bien indiquer dans leurs bilans les participations dans des postes spéciaux, il y a une somme beaucoup plus importante, comprise dans le poste des Effets; par exemple, la Banque Marmorosch Blank et C^o, n'avoue que 793.000 lei de participation et pourtant, en réalité, la banque doit posséder un portefeuille beaucoup plus important d'actions de sociétés créées sous ses auspices

En ce qui concerne le crédit à long terme, les avances à découvert et les participations aux créations de nouvelles sociétés industrielles, toutes les banques roumaines ont suivi la politique des banques allemandes.

Notre étude, demandant une appréciation de la politique des banques roumaines, nous sommes amenés par la force des choses, à la discussion qu'on a tant de fois entreprise, et à la comparaison qu'on a si souvent établie entre la politique des banques allemandes et la politique des banques françaises.

On a toujours dit que la banque allemande prend une part trop active au mouvement industriel et commercial, engageant trop ses capitaux dans les nouvelles industries, en accordant des crédits à découvert, des crédits à long terme et en adoptant le système des acceptations appliqué au commerce intérieur ; de plus ces banques ont en portefeuille un grand nombre d'actions des sociétés qu'elles soutiennent ou qu'elles veulent contrôler. Ces opérations, qui ne constituent que des commandites déguisées, ont presque toujours été condamnées par les auteurs. Courcelle-Seneuil est parmi les moins catégoriques. « On peut dire qu'en général, la commandite sous toutes ces formes, est pour le banquier une opération facile mais très dangereuse, dans laquelle il ne doit entrer qu'avec une extrême précaution » (1). Charles Conant est beaucoup plus net dans ses appréciations (2). « Cet emploi dangereux des ressources des déposants n'est pas de la vraie banque... L'attitude du banquier vis-à-vis des entreprises nouvelles doit être celle de l'attente et non de l'initiative... C'est surtout dans les pays nouveaux, où les voies de la banque ne sont pas bien définies, que le danger est grand. En Angleterre et en France, on a appris que les affaires des banques commerciales doivent être strictement limitées à des avances

1. Courcelle-Seneuil. *Traité des opérations de banque*, p. 128.

2. Charles-Conant, *op. cit.*, t. II, p. 240 et suiv.

« faites à des personnes ou à des sociétés pouvant
« les rembourser à l'échéance. Cependant en Alle-
« magne, en Belgique et en Autriche-Hongrie, le déve-
« loppement rapide des entreprises industrielles qui
« s'est produit de 1897 à 1901, a poussé beaucoup de
« grandes banques à faire un genre d'avances qui ont
« pu aider au développement du pays, mais qui impli-
« quaient de sérieux éléments de risques pour les
« banques commerciales. »

Plus récemment pendant la guerre, dans plusieurs articles parus dans la *Bibliothèque Universelle*, cette question a été étudiée par M. Millioud, dans l'intention de nous démontrer la faiblesse de la banque allemande. Dans son cours de 1918-1919, M. Rist fait une lumineuse analyse de la question et des reproches que M. Millioud adresse à la politique des banques allemandes. De l'avis de M. Rist, on ne peut juger de la solidité d'un régime bancaire que par la façon dont il se comporte en temps de crise ; or, pendant la crise de 1901 ; il y a eu sans doute en Allemagne beaucoup de faillites de sociétés industrielles ou de banques, mais ces avertissements ont été étudiés et on a tâché d'y remédier.

En 1914, lorsqu'éclata la guerre, le marché financier allemand a su faire face aux événements dans les conditions de parfaite solidité (1). En second lieu,

1. Charles Rist, *Les Finances de guerre en Allemagne*. Payot, 1921.

pour juger de l'utilité d'un système de banque, il faut voir si ses méthodes sont véritablement utiles à l'industrie ; sur ce point, nous ne croyons qu'il n'existe aucun doute : l'industrie allemande, grâce à l'appui des banques, n'a fait que progresser.

A notre avis, il y a une autre question qui se pose : est-ce qu'une comparaison entre les deux systèmes de banques est possible ? Nous ne le croyons pas ; la banque de dépôts, tels que la conçoivent les Français et les Anglais, et la banque telle qu'elle est comprise par les Allemands, ne sont pas deux choses différentes, ne sont pas deux conceptions distinctes : ce n'est que la même institution à deux étapes différentes de son évolution ; la banque de dépôts proprement dite est le terme de cette évolution ; la banque allemande est en pleine transformation. Les banques de dépôts ne peuvent exister que dans les pays possédant un commerce et une industrie déjà anciens ; ce sont ce commerce et cette industrie qui créent les banques ; la banque allemande est la banque des pays neufs où tout est à faire et où ce sont les banques plutôt qui créent le commerce et l'industrie. Donc on ne peut pas opposer ces deux systèmes l'un à l'autre ; ils se sont formés d'après les besoins de la société où on les applique et où ils répondent aux exigences du moment. Cette manière d'envisager les banques de dépôts comme le terme d'une évolution est, croyons-nous, aussi celle de

Kaufmann, lorsqu'il dit : « Les placements en actions
« industrielles produisent des immobilisations et
« conviennent mal, pour cette raison aux banques de
« dépôt. Aussi, les sociétés des banques françaises,
« les évitent-elles d'autant plus soigneusement qu'elles
« s'approchent davantage du type de la banque de
« dépôts proprement dite » (1).

En examinant l'activité des banques roumaines à la lumière de ces principes, nous devons reconnaître que leur création a répondu à un besoin réel, que leurs opérations étaient celles qui convenaient le mieux à l'état de l'économie du pays et qu'elles ont une grande part de mérite dans les progrès réalisés en Roumanie depuis 1901 ; c'est ce que nous tâcherons de prouver.

Il était connu que la Roumanie était un pays possédant des richesses de toute sorte, qui n'attendaient qu'à être mises en valeur, pour qu'un magnifique essor industriel s'ensuivit. Le pétrole surtout et le bois offraient des réserves inépuisables ; mais le manque d'initiative fit que jusqu'à une date récente, ces immenses richesses n'ont pas été exploitées d'une façon scientifique et rationnelle. C'est par l'intervention du capital étranger que l'industrie roumaine a fait ses premiers pas. Nous ne pouvons pas soutenir que ces capitaux soient intervenus exclusivement par

1. Voir E. Kaufmann, *La Banque en France*. Giard, Paris, 1914.

l'intermédiaire des banques à capital étranger, ces banques étant trop peu nombreuses et pas assez riches pour mettre en valeur toute la richesse d'un pays ; mais, ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'elles ont prit une part très importante dans l'industrialisation de la Roumanie. Leur intervention s'est produite sous deux formes : soit par des participations directes, les seules dont on puisse parler avec plus de précision, soit par les études faites pour le compte de leurs commanditaires, lesquels ensuite s'occupaient de grouper les capitalistes qui voulaient s'intéresser aux affaires étudiées et qui souscrivaient le capital nécessaire au commencement de l'exploitation. Cet intéressant travail de prospection est de beaucoup plus important que la participation directe des banques à capital étranger de Roumanie aux nouvelles fondations d'industrie. C'est surtout dans l'industrie du pétrole qu'on a suivi ces deux systèmes et c'est grâce à leurs banques affiliées, que les capitaux allemands sont arrivés à former le groupe le plus important parmi les groupes étrangers intéressé dans l'industrie du pétrole roumain.

Ayant bientôt reconnu l'importance du pétrole pour l'avenir de l'industrie, les Allemands ont tenu à s'assurer des sources importantes pour suppléer à l'insuffisance de la production de leur pays. Le capital allemand n'a fait son apparition dans l'industrie du pétrole qu'en 1903 ; jusqu'alors, c'étaient les capi-

taux hollandais et autrichiens qui venaient en tête des groupes étrangers. C'est spécialement par l'intermédiaire de la Banque Générale Roumaine que les capitaux allemands interviennent pour la première fois dans l'industrie du pétrole.

En 1903, cette banque procède à la fondation de la société *Bushtenari*, au capital de 12 millions; en 1907, cette société fusionna avec la *Telega Oil Company*; la nouvelle création, au capital de 12.500.000 lei, prit le nom de *Concordia* et continua son activité avec succès.

En 1905, la Banque Générale Roumaine créa le *Crédit Pétrolier*, au capital de 5 millions.

La même année, eut la fondation de la société *Véga* (capital 3 750.000 lei), appartenant au même groupe *Disconto-Bleichbræder*, que représentait la Banque générale roumaine. Toutes ces entreprises furent réunies par la société allemande *Allgemeine Petroleum Industrie*, qui comprenait toutes les actions appartenant au groupe *Disconto-Bleichbræder*.

La plus grande société allemande de pétrole, la *Steana Româna*, fut fondée en 1895 par la Banque hongroise pour le Commerce et l'Industrie avec un capital de 2 400.000 lei; par des augmentations successives, le capital de la société arriva en 1906 à 30 millions dont 6 souscrits par un groupe français; en 1913, la *Steana Româna* fut réorganisée par la *Deutsche Bank* de Berlin laquelle intervint avec de

forts capitaux souscrits en majorité par la société *Deutsche Petroleum Aktien Gesellschaft*, et, de ce fait, la Steana Româna au capital de 100 millions devint la plus grande entreprise de pétrole de Roumanie. Le groupe *Disconto-Bleichbræder* (lequel, en 1912, a cédé toutes ses actions à la *Deutsche Erdöl A. G.*), et le groupe *Deutsche Petroleum A. G.* comprennent presque tous les capitaux allemands engagés dans les pétroles roumains.

A part la Banque Générale Roumaine, de la participation directe de laquelle nous venons de parler, les autres banques à capital étranger se sont intéressées à l'industrie du pétrole de la manière indirecte que nous avons décrite plus haut (il serait fastidieux d'énumérer les 75 entreprises étrangères et d'indiquer la provenance de leurs capitaux) ; il suffit de savoir que le résultat de l'intervention étrangère a été que du capital total de 404 millions, investis dans l'industrie du pétrole en 1915, seulement 7 0/0 était roumain ; le reste de 93 0/0 revenait au capital étranger, réparti comme suit, et après les nationalités :

1° Groupe allemand.....	110.000.000 lei
2° — hollandais.....	80.000.000 —
3° — américain.....	25.000.000 —
4° — français.....	10.000.000 —
5° — anglais.....	96.000.000 —
6° — belge.....	12.000.000 —
7° — italien.....	4.000.000 —
8° — autrichien.....	8.000.000 —
9° — suisse.....	3.000.000 —

La production du pétrole qui n'était que de 275 tonnes en 1857, monte à 80.000 tonnes en 1895, pour arriver enfin 1913 à 1.885.225 tonnes en valeur de 131.965.750 lei. Avec sa production, la Roumanie occupe la quatrième place parmi les états producteurs de pétrole du monde entier (3,72 o/o de la production mondiale).

* * *

L'autre grande richesse de la Roumanie qui n'avait besoin que du capital et d'initiative pour être mise en valeur était le bois.

Dans l'ancien royaume de Roumanie, les forêts occupaient 2.086.185 hectares, c'est-à-dire quinze pour cent de la superficie totale du royaume. De bonne heure, la création de sociétés pour l'exploitation de nos massifs forestiers, a été poursuivie par nos sociétés de crédit.

Ainsi, en 1905, la *Banque Marmorosch Blank et Co* avec la *Banque commerciale hongroise* de Budapest (cette dernière banque fait partie du groupe des commanditaires de la Banque Marmorosch Blank) et deux autres banques étrangères, participent à l'augmentation du capital de la société *Gatz et Co*, fondée en 1885, au capital de 6 millions, qui devient par la suite *La Société Anonyme pour l'exploitation de forêts et de scieries à vapeur*, au capital de 16 millions; c'était

la plus ancienne et la plus grande des exploitations forestières.

La Banque Générale Roumaine participe en 1906 à la fondation de la société pour l'exploitation des forêts et l'industrie du bois *Argesul* au capital de 3.750.000 lei.

La Banque Commerciale Roumaine participe à la création de la société *Silva* en 1908 au capital d'un million.

La Banque Marmorosch Blank et Co ainsi que la Banque de Crédit Roumain sont intéressées dans la société *Oltul*, société anonyme pour exploitation de forêts, fondée en 1913 au capital de 6.100.000.

La Banque d'Escompte de Bucarest donne elle aussi son concours à la fondation de la société forestière *Drajna* au capital de 6 millions de lei en 1913.

Aux cinq sociétés déjà citées, il faut ajouter encore neuf entreprises forestières fondées comme exploitations affiliées de quelques grandes sociétés étrangères (*L'Union* de Budapest et autres). Le nombre des sociétés forestières existantes avant la guerre étaient de 14 au capital de 65 millions. La valeur du bois exporté en 1915 monte à 23 1/2 millions.

* * *

Une troisième branche d'industrie, susceptible de prendre une grande extension et d'offrir de belles chances de succès, était l'industrie textile.

La Banque de Crédit roumain paraît s'être spécialisée dans ce genre d'entreprises; nous la voyons participer à la fondation des sociétés suivantes :

La Société pour l'industrie textile, au capital de 3.200.000 lei.

Filaret, société anonyme de tricotage (1906, au capital de 675.000 lei ;

Société roumaine pour l'industrie du coton, au capital de 1.500.000 lei ;

Fabrique de tricotage s. a. (1905) capital 1 million.

La Banque Marmorosch Blank et Co participe à la fondation de la fabrique *Tesatura Iassy* (1910), au capital de 750.000 lei.

La Banque Agricole participe à la création de la *Tisseranderie roumaine* (1907) au capital de 1 1/2 million.

En ce qui concerne l'industrie métallurgique, les banques ne manquent pas d'encourager les nouvelles entreprises, ainsi :

La Banque Commerciale Roumaine participe à la fondation des *Usines métallurgiques Ploesti*, au capital de 850 000 lei.

La Banque Marmorosch Blank participe à la création de la société *Vulcan*, fabrique de machines (1908) au capital de 2 millions.

A part la fondation de ces sociétés, qu'on dirait faites en exécution d'un plan établi d'avance, les banques à capital étranger ont prêté leur concours

à la création des industries les plus diverses. Nous citerons le plus brièvement possible :

La Banque Marmorosch Blank et Co participe à la création ou à l'augmentation du capital des sociétés : de chemin de fer (*C. F. Neboias*, 6 millions de capital) ; pour la fabrication du sucre (*Cbitila*, 5.200 000 de capital), pour la fabrication de la bière (fabrique *Luther*, 3.100.000 de capital).

La Banque de Crédit Roumain soutient les industries qui s'occupent de la fabrication d'huiles végétales (*Phœnix*, 750.000 lei de capital), de l'exploitation de carrières (*Turcoaia Granit*, 1.250.000 lei de capital), de la fabrication des conserves alimentaires (*Economu*, 1.500.000 lei de capital, aujourd'hui fusionnée avec la fabrique *Staicovici*), de la fabrication des bougies, savons, etc. (*Konzelmann et Massner*, 1.200.000 lei de capital). Nous rencontrons parmi les créations de la Banque Commerciale Roumaine : la société *Campulungul* au capital 2.215.000 lei pour la fabrication du papier ; la fabrique de sucre *Mărăsesti* au capital de 5.600.000 lei.

Par ce qui précède, on peut se rendre compte que les banques à capital étranger se sont intéressées à la plupart des industries qui pouvaient réussir dans le pays. L'exemple donné par ces banques a été suivi par les banques à capital roumain ; ainsi la Banque Agricole participe à la création de la société *Lignitul* pour l'exploitation des mines de charbon du district

de Muscel, au capital de 1.716.000 lei à la création de la société « la Tisseranderie roumaine » (voir plus haut); de plus, cette banque est intervenue dans la création de plusieurs petites banques provinciales.

La Banque d'Escompte de Bucarest s'intéresse, comme nous l'avons déjà vu, à la société forestière *Drajna*, ainsi qu'aux fabriques *Breaza* (chaux hydrauliques) et *Bucuresti Noi* (briqueteries).

La Banca Romaneasca participe en 1913 à la fondation de la société *Romania*: première société nationale de navigation maritime, au capital de 2 millions, et en 1915 à la fondation de la *Société anonyme roumaine de navigation sur le Danube* (S. R. D.) au capital de 7.200.000 lei; la même banque participe à la création de la *Moara Romaneasca* entreprise de minoterie au capital de 1.500.000 lei.

Le résultat de toute cette activité a été que peu à peu, la Roumanie a commencé à pouvoir produire sur son territoire un nombre croissant d'articles de première nécessité, en employant dans la plupart des cas, les matières premières que le pays pouvait fournir et en important les matières premières de l'étranger, au lieu d'importer des produits, ouverts dans le cas où les matières premières faisaient défaut.

L'initiative des banques a été d'une extrême utilité à un autre point de vue: elle a donné confiance aux capitalistes roumains en leur apprenant la façon de

procéder. Les fruits de ces leçons d'initiative on les recueille maintenant après la guerre, quand nous voyons chaque jour apparaître de nouvelles entreprises, d'une utilité incontestable, entièrement soutenues par le capital national. Par là, l'esprit créateur des banques a fait une œuvre d'une haute portée morale.

Pratiquement, avant la guerre, le résultat de l'intervention des banques dans la fondation des sociétés industrielles, a été de changer l'aspect de notre commerce extérieur.

La Roumanie, en tant que pays agricole, souffre d'un grand inconvénient : une extrême mobilité dans les chiffres de son commerce extérieur. Une récolte abondante où déficitaire à une répercussion directe et extrêmement visible sur le montant des exportations. C'est la récolte seule qui explique les brusques sauts que l'on constate dans les exportations de la Roumanie ; ainsi, de 1900 à 1915, on constate ces diverses fluctuations .

EXPORTATIONS

1900.....	280 millions
1901.....	354 —
1903.....	356 —
1904.....	262 —
1905.....	475 —
1906.....	491 —
1907.....	554 —
1908.....	379 —
1909.....	405 —
1910.....	616 —
1913.....	670 —
1914.....	452 —

Pour les grands pays agricoles, comme la France, le fait de posséder une industrie importante, dont les produits occupent la première place dans le commerce extérieur, donne plus de régularité au montant des exportations, étant donné que les produits de l'industrie ne sont pas soumis aux mêmes fluctuations brusques, que les produits du sol, mais suivent une marche régulière et, en général, ascendante.

Or, le bien-être d'un pays ne peut résulter que d'un progrès constant, le seul qui aboutit à la formation d'une épargne importante, propre à mettre en mouvement des activités nouvelles.

Pour la Roumanie, la récolte annuelle avait une importance capitale, parce que l'exportation des céréales entraînait pour deux tiers dans le chiffre total des exportations ; ainsi, le fait de savoir si la balance commerciale sera favorable ou non, dépendait exclusivement de la quantité de céréales à exporter ; cette incertitude pouvait avoir des effets sérieux pour un pays débiteur de l'étranger pour des sommes considérables et que seule une balance commerciale favorable, pouvait mettre en état de payer ses dettes sans s'appauvrir.

A partir de 1900, notre balance commerciale est constamment favorable et nous ne pouvons expliquer cette situation que par l'appoint chaque année plus considérable apporté par l'industrie (industrie du pétrole et du bois, notamment).

Une simple comparaison de l'état de notre commerce extérieur en 1892 et en 1915, donc à une vingtaine d'année de distance, suffira pour rendre plus claires nos affirmations.

1892

COMMERCE EXTÉRIEUR TOTAL : 666.000.000 DE LEI

Importations : 380.500.000 lei

Principaux produits par ordre d'importance

Matières textiles, fils, tissus.....	169.500.000 lei
Métaux et ouvrages métalliques..	60.650.000 —
Produits et fruits exotiques.....	28.000.000 —
Peaux, selleries, fourrures.....	19.000.000 —
Céramiques, vitrifications.....	17.800.000 —
Papier, cartons, dérivés.....	14.300.000 —
Matières et produits chimiques....	9.000.000 —
Huiles, graisses, etc.....	7.983.000 —

Exportations 285.500.000 lei

Principaux produits par ordre d'importance

Farineux et dérivés	239 500.000 lei
Fruits, légumes, graines.....	9.839.000 —
Boissons.....	4.500.000 —
Matières textiles.....	4.000.000 —
Bois et industries dérivées.....	4.000.000 —
Produits alimentaires animales...	3.700.000 —
Animaux vivants.....	2.000.000 —

1913

COMMERCE EXTÉRIEUR. TOTAL : 1.260.718.175 LEI

Importations 590.012.840 lei

Métaux et ouvrages métalliques...	259.388.096 lei
Matières textiles, fils, tissus, laines.	135.839.927 —
Produits et fruits exotiques.....	15.459.993 —
Peaux, selleries, fourrures.....	23.000.000 —
Céramiques, vitrifications.....	12.000 000 —
Papier, cartons, dérivés	7.442.000 —
Produits chimiques, parfums.....	15.000.000 —
Huiles, graisses.....	4.500.000 —

Exportations 670.705.335 lei

Farineux et dérivés.....	448.412.269 lei
Pétroles, bitumes.....	131.480.837 —
Bois et industries dérivées.....	23.711.772 —
Fruits et légumes, fleurs, graines.	36.059.289 —
Produits alimentaires animaux....	11 245 125 —
Animaux vivants.....	2.899.125 —
Matières textiles.....	248.633 —

Par l'examen des exportations en 1892 et en 1915, on se rend compte du changement survenu pendant cet intervalle dans l'économie générale du pays : L'apparition du pétrole, tenant le deuxième rang parmi les articles d'exportation et l'importance prise par le bois et les industries dérivées. Pendant le même intervalle l'exportation des céréales a augmenté dans des proportions considérables (presque de un à deux) grâce à une meilleure culture et à une augmentation de la surface cultivée ; par l'exploitation intensive, par des engrais, par le drainage des terrains inon-

dables, la production des céréales peut encore augmenter considérablement. Mais les perspectives ouvertes à l'industrie pétrolifère sont encore plus vastes, quand on songe que des 150.000 hectares reconnus comme terrains pétrolifères, seulement 2.500 hectares ont été exploités jusqu'à présent. Sans doute, les céréales seront encore longtemps notre premier article d'exportation, mais le développement continu de l'industrie donnera dans l'avenir à notre commerce extérieur la stabilité qui lui manque encore, ou plutôt servira à rendre les fluctuations inhérentes à tous les pays agricoles moins sensibles et par là moins dangereuse.

Quant aux exploitations, nous avons les mêmes rubriques en 1892 et en 1915, occupant les mêmes places, à l'exception des métaux et ouvrages métalliques, qui ont augmenté en proportion de un à quatre, à cause des besoins toujours plus grands des nouvelles entreprises, lesquelles ne pouvaient trouver qu'à l'étranger les machines nécessaires à leurs installations, ainsi que des usines qui travaillaient une matière première importée de l'étranger.

L'heureux changement que nous venons de constater est dû à l'intervention du capital étranger ; celui qui étudie la question sans parti pris est forcé de le reconnaître. Dans un livre récemment paru, un ingénieur français, qui paraît avoir étudié à fond notre pays, remarque les avantages que l'industrie rou-

maine a retirés de l'intervention des capitaux étrangers, dans les termes suivants : « Sans les capitaux
« venus de l'extérieur et actuellement investis dans
« l'industrie, non seulement les Roumains devraient
« payer à l'étranger son bénéfice sur les articles qu'ils
« importeraient, mais tout ce qui constitue le prix de
« revient ; au contraire, pour un article fabriqué dans
« le pays par un industriel étranger, les Roumains pré-
« lèvent le prix du salaire et le bénéfice de la vente de
« la matière première : ils ne voient sortir du pays
« que le bénéfice de l'industriel qui est, somme toute,
« légèrement majoré, l'intérêt du capital étranger
« correspondant. Donc, au lieu de recevoir en par-
« tie, ils donneraient ; tributaires de l'Europe pour
« toute la production industrielle et les articles de
« grande nécessités, ils seraient restés exclusivement
« un peuple agricole d'avenir moyen » (1).

Nous sommes obligé de reconnaître le bien fondé de ces constatations, qui vérifient les conclusions que nous avons tirées précédemment de l'examen des chiffres.

* * *

Comme les capitaux intervenus dans l'industrie et dans le commerce ont été les capitaux allemands leur action a eu comme résultat une intensification

1. Voir A. Muzet, *La Roumanie nouvelle*. Paris, 1920. Pierre Roger, éditeur.

de nos rapports commerciaux avec les pays d'origine de ces capitaux : l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Ces deux pays qui déjà en 1894 occupaient les premières places parmi les fournisseurs de la Roumanie avec 50 0/0 du total des importations, voient leur position fortifier et, en 1913, la Roumanie a importé de ces deux seuls pays pour la somme de 376 millions soit 60 0/0 du chiffre total.

Quant aux exportations, on peut remarquer que la Roumanie jouit de l'avantage de voir ses produits répartis entre un très grand nombre de pays acquéreurs, ce qui la met à l'abri des suites désastreuses d'une guerre douanière éventuelle.

En tout cas, l'Allemagne et l'Autriche nous achètent au moins 22 0/0 de nos produits ; nous rappelons aux lecteurs que la plus grande partie de nos exportations en Belgique sont destinées en dernier lieu à l'Allemagne. La France continue à ne tenir qu'une place restreinte dans notre commerce extérieur avec 34 millions de ventes et 65 millions d'achats, soit respectivement 5,7 0/0 et 9,7 0/0 du total ; on peut malgré tout observer un certain progrès sur les chiffres de 1894. Nous rencontrerons dans les chapitres suivant la question de savoir si nos relations commerciales avec la France sont susceptibles de prendre un plus grand développement ou non.

**Commerce extérieur de la Roumanie en 1913
par États**

IMPORTATIONS —			EXPORTATIONS —	
Allemagne.. . . .	238 millions	40 %	52 millions	7,7 %
Autriche-Hongrie	138 —	33 »	96 —	14,3 »
Angleterre	56 —	9,5 »	45 —	6,7 »
France	34 —	5,7 »	65 —	9,7 »
Belgique	16 —	2,7 »	182 —	27 »
Autres États	108 —	19,1 »	230 —	34,6 »
Total	520 —	100 »	670 —	100 »

* * *

Il y a encore un dernier domaine dans lequel les banques à capital étranger sont intervenues utilement pour le pays : il s'agit des emprunts publics. Comme état jeune où il y avait tant à construire pour arriver au niveau des anciens états de l'Occident, la Roumanie a dû recourir plus souvent à l'emprunt.

L'absence d'une épargne suffisante rendait impossibles les emprunts intérieurs par l'appel direct au public ; jusqu'en 1916, tous les emprunts de l'état roumain ont été faits par l'intermédiaire des banques. A peine en 1916, la Roumanie a osé émettre un emprunt intérieur directement dans le public, et la

complète réussite (400 millions souscrits en quelques semaines) a justifié la confiance du ministre des finances.

Aux emprunts antérieurs à cette date, les banques à capital étranger ont souvent prêté leur concours comme par exemple la Bank of Roumania et la Banque Marmorosch Blank et Co ; mais l'institution, qui s'était surtout spécialisée dans l'émission des emprunts roumains, était la Banque Générale Roumaine qui a participé à tous les emprunts que la Roumanie a faits à Berlin par la Disconto Gesellschaft et la maison Bleichröder (les deux banques commanditaires de la Banque Générale Roumaine). Très souvent, les capitaux français participèrent à ces emprunts, mais d'une manière indirecte, par le placement des rentes roumaines sur le marché parisien grâce à l'intermédiaire des banques françaises en relations d'affaires avec la finance allemande (la Banque de Paris et des Pays-Bas, notamment).

Tandis qu'à l'intérieur, l'intervention des banques à capital étranger a eu comme résultat une plus grande facilité pour trouver l'argent nécessaire aux affaires, de même que la stabilisation de l'intérêt à un taux acceptable, sur le marché étranger, l'intervention des banques a beaucoup contribué à l'obtention de conditions favorables pour nos emprunts publics ; les derniers temps la Roumanie, avec ses finances saines, trouvait n'importe quand en Allemagne les

capitaux nécessaires, capitaux destinés en majorité à l'armement et à l'exécution de travaux publics. Les rentes roumaines, cotées sur les marchés de Paris, Berlin, Amsterdam et Francfort, étaient considérées par tous les financiers comme des placements de tout repos. Le 1^{er} août 1914 le total de la dette roumaine consolidée s'élevait à 1.795.394.291 lei dont 283.000.000 à 5 o/o, le reste à 4 o/o. D'après les évaluations allemandes en 1907 notre dette en Allemagne s'élève à 769 422.000 lei et notre dette en France à 462.180.000 lei. De 1907 jusqu'à la veille de la guerre, nos emprunts placés en Allemagne augmentent de 300 millions environ. Pour nos rentes à 4 o/o, le taux d'émission a monté de 79,68 (1889) à 81,71 (1894), puis à 83,78 en 1896 et à 85,43 en 1910. Le dernier emprunt extérieur de 250 millions à 4 o/o, contracté avant la guerre de 1913 a été émis à 91,50.

* * *

Pour résumer, sur le terrain économique, la fondation des banques à capital étranger en Roumanie a eu des résultats heureux pour le pays. Elles ont créé des institutions de crédit modernes, qui ont transformé notre vie commerciale par l'introduction des mœurs en vigueur dans le commerce des pays à civilisation ancienne ; elles ont offert aux négociants et aux industriels des conditions de crédit raisonnables, rem-

plaçant les anciens petits banquiers qui faisaient plutôt de l'usure que du crédit; de la sorte, il s'est formé en Roumanie un marché financier où les intéressés étaient sûrs de trouver les capitaux dont ils avaient besoin à des conditions connues d'avance. Les banques étrangères ont ouvert la voie aux banques roumaines, qui ont profité de l'expérience acquise par les premières et du terrain qu'elles avaient préparé; suivant les méthodes de banque indispensables au pays neuf où le commerce et l'industrie sont à l'état embryonnaire, ces banques ont donné naissance à une industrie florissante, se créant ainsi une clientèle importante qui était en même temps pour le pays une source de revenus sans cesse croissants (salaires, transports, impôts); enfin, ces banques ont contribué à établir d'une manière solide le crédit de l'état roumain à l'étranger.

CHAPITRE III

Les banques à capital étranger et la guerre. La Paix de Bucarest

La situation, telle qu'elle est présentée dans le chapitre précédent, serait idéale, mais il y a quelques ombres au tableau. Nos conclusions dernières seront bien différentes des constatations satisfaisantes de tout à l'heure.

Les capitaux étrangers, dont il s'agit quand on parle de leur intervention dans la finance roumaine, sont les capitaux allemands, les capitaux français n'ayant participé que dans une très petite mesure à la fondation de la Banque Commerciale Roumaine et de la Banque Marmorosch Blank et Co; cette dernière, par la participation du capital roumain et par le fait qu'elle était dirigée par des Roumains, échappe aux accusations que nous porterons dans ce chapitre contre les capitaux allemands.

On a connu partout en Europe les Allemands pénétrés de la supériorité de leur race, et persuadés

de la mission civilisatrice qu'ils devaient remplir dans le monde, de par la grâce divine. Le sentiment de leur supériorité était encore plus agressif chez les Allemands venus en Roumanie, dans ce pays qui naissait à la vie moderne, et qu'ils considéraient comme une colonie où la domination allemande devait s'établir; les capitaux allemands ne sont jamais venus seuls, ils sont venus avec des spécialistes missionnaires, qui prenaient la direction des affaires qu'on venait de créer et qu'ils dirigeaient selon l'esprit allemand.

En France, il est difficile de se rendre compte de l'esprit dont étaient animés ces Allemands installés en Roumanie. Nous avons à ce propos des indications précieuses dans un ouvrage du D^r Emile Fischer, qui se considère comme un des pionniers importants du germanisme en Roumanie et qui nous éclaire sur les sentiments que pouvait avoir pour notre pays un allemand qui y avait vécu pendant trente ans (1).

« La science allemande, l'art allemand, le capital
« allemand, l'industrie allemande, etc., ont eu une
« grande influence sur les Roumains et ils ne pour-
« ront se soustraire à cette influence, même s'ils le
« voulaient... Les Allemands sont les pionniers dans
« les nouvelles voies de l'humanité et l'influence

1. Voir D^r Emile Fischer, *Die Kulturarbeit des deutschums in Rumänien*. Hermannstadt, 1911, œuvre de haine aveugle contre un peuple au milieu duquel l'auteur a vécu pendant trente ans et où il occupait avant la guerre une belle position sociale.

« intellectuelle de la collectivité allemande est deve-
« nue par elle-même une force à laquelle aucun
« peuple ne pourra se soustraire une fois venu en
« contact avec elle. »

Cette conception d'une mainmise totale sur la vie intellectuelle et économique d'un pays a été rarement exprimée avec plus de cynisme ; ces déclarations sont d'autant plus significatives, qu'elles viennent de la part d'un Allemand établi à l'étranger, donc exprimant ses propres sentiments à l'égard du peuple au milieu duquel il vit. Voici comment un Allemand de la mère patrie, un conseiller privé de Berlin, exprime à l'auteur sa haute estime et sa sympathie (d'une lettre publiée en tête du volume) : « Je viens de lire
« votre ouvrage ; votre connaissance du sujet, vos
« recherches et investigations assidues pendant des
« années, votre amour visible de la vérité, votre critique alerte et, à ce qu'il m'a paru, très juste, votre
« noble pensée et par-dessus tout, vos ardents sentiments de vrai Allemand, m'ont fait un grand plaisir. En vous lisant, on a la sensation que là où des
« hommes pareils montent la garde, l'œuvre allemande est en bonnes mains. »

Le livre du docteur Fischer, de même que l'approbation et les félicitations qu'il récolte en Allemagne auprès des Allemands cultivés, sont les résultats de la théorie bien connue de l'état tentaculaire, que les allemands voulaient mettre en pratique en Rouma-

nie. Le cri de « l'Allemagne au-dessus de tout » était bien l'idéal du dernier laboureur prussien, mais il était l'expression du désir de conquête de la classe des grands capitalistes.

Les avant-gardes que ces capitalistes possédaient en Roumanie, sous la forme de banques affiliées, étaient animées du même esprit agressif. C'étaient les banques allemandes qui dirigeaient l'œuvre de conquête, directement ou par les entreprises qu'elles avaient créées. Cet énorme désavantage que présentait pour notre pays l'existence des banques à capital étranger, était dû au fait qu'elles étaient dirigées entièrement par des étrangers, le capital étant entre leurs mains. Ces étrangers, tous Allemands, ne faisaient que suivre les directives de Berlin.

Toutes ces banques se cachaient sous une façade roumaine ; il est à remarquer que ces banques, où le capital était entièrement allemand, où les directeurs étaient tous Allemands et où l'on faisait une politique allemande, étaient toutes affublées du qualificatif de « roumaines » : Banque Générale Roumaine, Banque de Crédit Roumain, Banque Commerciale Roumaine ; de plus, dans les conseils d'administration de ces banques, on trouve les noms de quelques personnalités du monde politique et financier roumain, qui ont consenti à jouer des rôles de figurants, attirés par de grasses tantièmes, prenant ainsi, jusqu'à un certain point, la responsabilité d'une

activité qu'ils n'étaient pas en mesure d'empêcher.

Mais, à part ces rôles effacés de membres des conseils d'administration ou de fonctionnaires secondaires, jamais les directeurs des banques allemandes ne se sont adressés à des Roumains pour leur demander leur collaboration, ni dans les banques, ni dans les entreprises créées par ces banques, pour la direction desquelles on s'adressait soit aux Allemands déjà installés en Roumanie, soit aux Allemands qui, pour la circonstance, consentaient à venir s'y établir.

Le résultat a été que les banques avec les sociétés créées par elles, formaient un réseau étendu sur toute la Roumanie, où les Allemands, réunis par leur puissant sentiment de solidarité, et par leur aptitude spéciale pour toute action d'ensemble, travaillaient à compléter l'œuvre de pénétration de la culture allemande, dont parle le Dr Fischer avec tant de fierté et d'émotion.

De plus, l'Allemagne officielle consentait le plus large appui à ses nationaux travaillant à l'étranger ; cet appui officiel qu'on ne se gênait pas d'afficher avait pour effet de rendre encore plus odieuse l'activité allemande en Roumanie. C'est pendant la neutralité roumaine (août 1914-1916) que les Allemands ont montré les étroites relations qu'ils entretenaient avec leur gouvernement suivant les directions duquel ils travaillaient.

La principale préoccupation des Allemands était

de décider la Roumanie d'entrer en guerre à côté des Puissances centrales ; dans ce but, ils entreprennent une propagande effrénée. Cette propagande, dirigée par les légations austro allemandes de Bucarest, partait de la Capitale pour continuer dans les plus petites bourgades, qui étaient inondées de brochures, revues et journaux, écrits en roumain mais imprimés à Berlin. Pour avoir un moyen de propagande plus puissant, les Allemands décident d'acheter quelques-uns des grands journaux bien connus du public (1) ; la Banque Générale Roumaine se charge de servir d'intermédiaire dans cette affaire de journaux, qui n'aboutit qu'à l'achat d'un seul journal important ; un autre grand journal est compromis mais finit par échapper à l'étreinte ennemie ; enfin, avec le concours de plusieurs journalistes, dont quelques-uns seulement avaient l'excuse d'exprimer une conviction sincère, les Allemands parviennent à fonder deux ou trois journaux pour soutenir leur cause.

Les essais de corruption, les achats de consciences, la propagande déchaînée et dépourvue de tout scrupule, tout contribua à créer cette atmosphère empoisonnée de suspicion réciproque et de vénalité générale qui caractérise la période de la neutralité.

En même temps que la propagande, les Allemands

1. Sur la propagande allemande en Roumanie et corruption entreprise pendant la neutralité, consulter Marcel Bibiri-Sturia, *op. cit.*

se livraient à un vaste espionnage à peine déguisé ; nous n'apprendrons rien à personne en France, quand nous parlerons des méthodes d'espionnage allemand, de son organisation complète, où chaque Allemand jouait un rôle désigné par le centre ; il nous suffit de mentionner l'espionnage comme une des principales attributions des entreprises allemandes en Roumanie, et elles ont bien rempli leurs fonctions comme nous avons pu nous en rendre compte après notre entrée en guerre.

Une fois le territoire roumain envahi par l'ennemi et Bucarest occupé, le rôle des banques allemandes ne pouvait qu'augmenter en importance ; l'activité de la Banque Générale Roumaine est surtout à signaler ; elle seule retiendra dorénavant notre attention. Son directeur, colonel de réserve dans l'armée allemande, était à Berlin et prenait part aux séances et aux discussions des délégués des Puissances centrales, chargés d'organiser l'activité de l'occupant sur le terrain économique. Ces séances ont lieu bien avant l'occupation du territoire roumain, car l'ennemi, toujours prévoyant, prend toutes ses mesures à l'avance.

Ainsi dès le 28 octobre 1916 (Bucarest n'a été occupé que le 6 décembre 1916), on songe, à Berlin, à donner des solutions aux différents problèmes qui se poseront pour les armées allemandes, une fois le territoire roumain occupé.

Des comptes rendus de ces séances ont été trouvés et publiés par M. C. J. Baicoiano, directeur de la Banque Nationale, dans son ouvrage sur l'activité de la Banque Nationale de Roumanie pendant l'occupation (1). Un des premiers problèmes qui se posaient, était celui d'un nouveau moyen de paiement, pour régler les réquisitions et les achats individuels, « car, lit-on dans le compte-rendu de la séance du « 18 octobre, le système des réquisitions fonctionne « très bien au commencement, mais immédiatement « après il cesse de donner de bons résultats, de sorte « qu'à la fin on est forcé de faire des paiements... ce « système nécessite des moyens de paiement énormes, « que les alliés devraient supporter. Si, par exemple, « on transportait aujourd'hui en Roumanie un million « de marks, en billets de banque allemands, notre « circulation intérieure serait amoindrie d'autant et « comme suite, la Reichsbank serait obligée d'émettre « un nouveau million de billets. Pour éviter ce dan- « ger, il est nécessaire de se procurer un nouveau « moyen de paiement ; afin de résoudre favorable- « ment cette question, il y a une modalité toute trou- « vée, c'est de forcer la Banque Générale Roumaine « d'émettre des billets. Un des directeurs de cette « banque (M. Petersen, présent à la séance. Note de

1. Voir C. J. Baicoiano, *La Banque Nationale pendant l'occupation*, 1919, Bucarest (en roumain), avec tous les détails sur la question de la Banque Générale.

« l'auteur) s'est déclaré prêt à se mettre à la disposition de cette section financière. Dans cette intention il a eu des entretiens avec la Reichsbank et « avec le service de trésorerie de l'Empire, et on a « pris des mesures pour commencer l'impression de « ces billets ; on espérait avoir une grande quantité « de ces moyens de paiement au bout de quatre « semaines. »

Le 18 janvier 1917, par une ordonnance du haut commandement militaire allemand, la Banque Générale Roumaine est chargée d'émettre des billets libellés en lei ; un dépôt en compte-courant de la section d'émission de la Banque Générale Roumaine à la Reichsbank devait servir de couverture ; c'est la Société Centrale d'Achats de Berlin (Zentraleinkauf Gesellschaft) qui avance à la Reichsbank les fonds nécessaires pour couvrir les billets émis.

En même temps, on avertit le public et les autorités roumaines qu'ils seront obligés de recevoir les nouveaux billets.

La façon dont les directeurs de la Banque Générale ont compris leur mission, en se mettant volontiers au service de l'ennemi, a eu comme résultat la démission du président du conseil d'administration de la banque, protestation platonique d'un Roumain, dont le geste n'aurait pratiquement servi à rien.

Le lendemain, 19 janvier, arrive le premier transport de billets de la Banque Générale, en valeur de

148 millions. Les émissions se suivent chaque mois, pour des sommes, que seuls les besoins des armées occupantes limitaient.

Pendant la durée des hostilités germano-roumaines, le montant des émissions a été de 970 millions de lei environ. Les émissions ont continué après la conclusion de l'armistice sur le front roumain et le commencement des pourparlers de paix ; mais c'est surtout après la conclusion de la paix de Bucarest (7 mai 1918), que les émissions de billets prennent de telles proportions, que lors de l'armistice général, le gouvernement roumain qui rentrait à Bucarest, a trouvé circulant dans le territoire libéré, un total de 2.172 millions en billets de Banque Générale.

Comme le traité de Bucarest prévoyait que le gouvernement roumain prendrait à sa charge les billets émis, qu'il devrait retirer de la circulation pendant les six mois suivants, l'ennemi ne se gênait pas d'augmenter l'obligation indéterminée prise par la Roumanie, lorsqu'elle avait signé le traité. Ces émissions illimitées ont eu comme résultat inévitable une dépréciation de la monnaie roumaine par rapport aux marks, dépréciation que la situation du pays ne suffisait pas à expliquer. Le commandement militaire allemand ne se faisait aucun scrupule de demander autant de billets qu'il en avait besoin ; la Banque générale qui lui était acquise, dans la personne d'un de ses directeurs, ne soulevait aucune objection, d'au-

tant plus qu'elle recevait une commission de 1/8 o/o du chiffre des émissions. Les protestations que la Banque nationale faisait entendre par l'organe de ses représentants, que le siège central avait laissés à Bucarest lors de son transport à Jassy, n'ont modifié en rien la conduite de l'occupant.

Avec des billets qui ne lui coûtaient rien — ou si peu — l'ennemi a tout pris dans le pays, gratuitement. La dépréciation de la monnaie roumaine, par suite de la trop grande quantité de papier émise, ainsi que le renchérissement général qui s'ensuivit, ont lourdement pesé sur la situation économique du pays et ont contribué à rendre plus difficile le rétablissement de notre change après l'armistice général du 11 novembre 1918.

. . .

L'activité antipatriotique de la Banque Générale explique le ressentiment qui s'est fait jour dans l'esprit public roumain, contre toute entreprise à capital étranger ; de plus, la façon dont les Allemands ont imaginé l'exploitation des richesses roumaines au profit de leurs capitalistes, à l'occasion du traité de Bucarest, n'a pas moins contribué au mauvais renom de l'intervention étrangère dans la finance et l'industrie roumaines.

La situation que les conventions économiques incluses dans le traité de Bucarest créaient à la Rou-

manie, est assez peu connue à l'étranger et mérite, à notre avis, d'être exposée avec quelques détails ; de la sorte, on pourra se rendre compte à quel état d'assujettissement complet, le vainqueur du moment voulait nous réduire pour de longues années, et cela au profit de sociétés particulières austro-allemandes. A ce propos, nous examinerons la convention spéciale avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, par laquelle sont réglées les questions du pétrole et des céréales, les deux grandes sources de richesse du pays.

Il faut savoir que l'Etat roumain est un grand propriétaire de terrains pétrolifères, situés dans les régions les plus riches, mais restés à peu près inexploités jusqu'à présent (la production des terrains de l'état ne formait, en 1913, que 12 0/0 de la production totale); d'ailleurs, l'état n'exploitait jamais ses terrains en régie, mais par des concessions qu'il accordait aux particuliers.

Ces terrains de l'état ont formé l'objet des convoitises de l'ennemi, qui connaissait bien leur richesse.

Le gouvernement roumain prend l'engagement d'accorder pour trente ans à la société *Ællændereien-Pacht-Gesellschaft* le droit exclusif d'utiliser tous les terrains de l'Etat roumain pour l'exploitation du pétrole et de ses dérivés ; les terrains concédés antérieurement à des particuliers tomberont sous le coup de la disposition précédente à la fin de la concession.

La société pourra utiliser pendant la durée du con-

trat toutes les routes, voies ferrées, ainsi que les autres moyens de circulation et de communication — canaux, téléphones, télégraphes — même si les installations appartiennent à l'Etat, pour le transport et le dépôt du pétrole et de ses dérivés.

L'Etat roumain ne pourra soumettre la société à des impôts et à des charges plus lourdes que celles supportées par les entreprises similaires.

Pour l'exploitation, la transformation, le dépôt et le transport des matériaux, matières premières et dérivés, la société pourra construire des routes, des voies ferrées, des lignes de garage, des conduits, des installations de téléphone et de télégraphe qu'elle emploiera franchises de toute charge.

Si elle a besoin de terrains appartenant à l'Etat, pour exécuter ses travaux, l'Etat ne pourra pas les lui refuser ; en revanche, la société s'oblige à payer une redevance quelconque ; si les terrains n'appartiennent pas à l'Etat, le gouvernement roumain devra, à la demande de la société, procéder le plus rapidement possible aux expropriations nécessaires, au compte de la société ; autant que possible on tiendra compte des exigences de la défense nationale.

C'est inouï le rôle auquel les Allemands ont voulu réduire un Etat souverain, en le forçant de servir les intérêts d'une société particulière, même aux dépens de sa propre sécurité ! Les dispositions qui suivent ne sont pas moins étonnantes.

A la demande de la société, l'Etat roumain devra mettre à sa disposition le bois nécessaire à l'exploitation ; ce bois devra être fourni là où les forêts sont le plus favorablement placées, pour que le transport en soit aisé jusqu'à l'endroit voulu. Six semaines après avoir fait la demande, si la société ne reçoit pas satisfaction, elle aura le droit de se procurer le bois nécessaire au compte de l'Etat, ou de le prendre elle-même dans les forêts de l'Etat les plus favorablement placées ; le prix du bois sera fixé d'après la moyenne des trois dernières années.

La société jouira de tous les avantages que la loi roumaine accorde pour l'encouragement de l'industrie nationale, même si elle ne remplissait pas les conditions exigées par la loi ; donc, à l'égard de la société, les lois roumaines sont inexistantes quant aux dispositions qui lui nuisent et lui sont applicables pour ce que ces dispositions contiennent d'avantageux, malgré l'absence des conditions requises quant à la forme et au fond.

La même mentalité se fait jour dans le paragraphe de la convention par lequel la société est dispensée de respecter les règlements de police minière et la disposition selon laquelle les industriels doivent employer une certaine proportion de main-d'œuvre nationale ; la convention dont nous parlons prévoit que l'élément roumain sera employé dans la mesure des besoins qui se feront sentir.

La société Olländereien-Pacht-Gesellschaft pourra transmettre ses droits et obligations à une autre société désignée par les gouvernements allemands et austro-hongrois d'un commun accord. La société pourra transmettre ses droits et obligations à des tiers; ces transmissions seront valables et les cessionnaires jouiront des mêmes avantages et privilèges; la cession à des sociétés autres que des sociétés allemandes, austro-hongroises ou roumaines aura besoin du consentement du gouvernement roumain; mais, on peut facilement s'imaginer qu'aucune cession de droits n'aura lieu, tant que le rendement de l'exploitation sera suffisant; ce qui veut dire que les prérogatives qu'on reconnaît au gouvernement roumain sont absolument illusoires. Le texte même de la convention se charge de nous le faire savoir car, immédiatement après, il prévoit que la société pourra faire prolonger la durée de sa concession pour une nouvelle période de trente ans, pourvu que la demande de prolongation adressée au gouvernement roumain soit faite cinq ans avant la fin de la première période; une seconde prolongation de trente ans pourra suivre dans les mêmes conditions; ce qui revient à dire que la société allemande s'est réservé pour quatre-vingt-dix ans l'exploitation exclusive des terrains pétrolifères de l'Etat roumain.

On se rend compte par ce qui précède du nombre

et de la variété des obligations que la Roumanie avait assumées.

Voyons, à présent, en continuant la lecture du traité de Bucarest quels seront ses droits et quels bénéfices l'Etat roumain retirera des concessions qu'il a faites : l'Etat roumain recevra une bonification de 8 o/o de la valeur du pétrole brut extrait pendant l'année, déduction faite de la quantité, employée à l'extraction du pétrole soumis à la redevance et du pétrole nécessaire au chauffage, éclairage et à la production de force motrice de l'exploitation ; en plus de la redevance, l'Etat roumain aura droit à une participation aux bénéfices, mais cette participation n'aura lieu qu'autant qu'on aura distribué au préalable, un dividende de 8 o/o ; le dividende variant de 8 o/o à 40 o/o, le droit de l'Etat aux bénéfices variera de 25 o/o à 50 o/o ; au-dessus d'un dividende de 40 o/o l'Etat touchera 10 o/o.

La société s'oblige à installer pendant quinze premières années 100 sondes, tous les cinq ans et les exploiter continuellement. Le capital de la société sera constitué en parts de fondateur et dans une proportion plus réduite, par des actions privilégiées, qui ne participeront aux bénéfices que jusqu'à concurrence de 6 o/o. Le reste des bénéfices seront répartis également aux parts de fondateur. Le total des actions privilégiées sera déterminé par le gouvernement allemand : il ne pourra pas dépasser 10 o/o du

capital total ; l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, selon les dispositions d'un accord conclu entre le gouvernement de ces deux Etats, disposeront seules de la totalité des actions privilégiées ; un quart des parts de fondateurs sera offert à l'Etat roumain, qui pourra la distribuer aux particuliers comme il l'entendra.

A côté de cette première société, il en existe une autre, la Erdöl-Industrieanlagen Gesellschaft, à laquelle, pendant l'occupation, l'administration militaire allemande en Roumanie, avait transmis par voie de liquidation forcée, les droits et valeurs des sociétés particulières à capital étranger, autre que le capital allemand.

La convention économique, annexée au traité de paix, accorde à cette société les mêmes droits et avantages qu'à la Oelländereien-Pacht-Gesellschaft, relativement aux exemptions d'impôts et aux bénéfices de la loi pour l'encouragement de l'industrie nationale ; de même, elle n'est pas soumise au règlement de police minière et aux prescriptions concernant la main-d'œuvre étrangère ; la Erdöl pourra subroger des tiers dans ses droits et obligations.

Ces deux sociétés, l'une exploitant les terrains de l'Etat et l'autre mettant la main sur l'exploitation des concessions particulières en pleine activité, auront pour longtemps le monopole de la production dans le pays. Les particuliers propriétaires de terrains, auront fort à faire pour réussir à les mettre en

valeur à côté de ces deux grandes sociétés pourvues de privilèges de toute sorte.

Mais, ce monopole de fait de la production ne suffit pas aux Allemands, qui prévoient la création par l'État roumain du monopole de la vente du pétrole brut et la cession du droit d'exercer le monopole à une société commerciale, fondée par un groupe financier, désigné par les gouvernements de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

Le capital de cette société sera formé exactement comme celui de la Olländereien-Pacht-Gesellschaft, de parts de fondateur et d'actions privilégiées; l'État roumain aura un quart de parts de fondateur.

L'objet de la société est la vente du pétrole brut et des produits des gaz naturels, assimilés au pétrole brut.

Envers cette société, l'État roumain est de nouveau tenu à de nombreuses et humiliantes obligations. Le gouvernement roumain mettra à la disposition de la société de monopole commercial, sur sa demande, tous les bâtiments, installations et moyens d'exploitation nécessaires à l'extraction, le dépôt, la transformation et la mise en valeur du pétrole et de ses dérivés, appartenant à des tiers; au cas où la société n'aurait pas pu arriver à un accord avec le propriétaire, ce dernier sera dédommagé; pour l'évaluation, on tiendra compte de la valeur réelle des bâtiments et installations, plus un bénéfice de 8 o/o.

La société a le droit de faire des installations de conduits, réservoirs, pompes nécessaires au transport et au dépôt des matières premières, ainsi que des câbles électriques pour l'éclairage et la transmission de la force motrice. Dans ce but, la société utilisera les routes, ponts et voies ferrées de l'Etat, ainsi que les terrains de l'Etat, sans être tenue de payer aucune redevance ; si la société a besoin de terrains appartenant à des étrangers, en l'absence d'une entente avec le propriétaire, l'Etat devra procéder à leur expropriation ; la simple demande de la société vaudra comme preuve d'utilité publique ; l'expropriation devra suivre.

Les conduits, réservoirs et pompes appartenant à l'Etat seront loués ou vendus à la société.

La société de monopole commercial, d'accord avec le gouvernement roumain, établira chaque année la quantité de pétrole et dérivés à mettre à la disposition de la consommation intérieure, la consommation industrielle y comprise. Les Allemands, ayant le monopole de la production, pourront fixer les prix à leur gré et cela d'autant plus que l'importation du pétrole et de ses dérivés est interdite sans le consentement de la société de monopole commercial. Les Allemands pourront même vendre le pétrole plus cher à l'intérieur, pour le vendre meilleur marché à l'étranger, car par la société du monopole commercial, ils sont les seuls exportateurs.

L'exportation ne pourra être ni empêchée ni limitée : on ne pourra lui créer des obstacles par des charges nouvelles, taxes douanières ou impôts, à n'importe quel titre, ou par des mesures administratives. Sur-tout, on ne pourra pas admettre la désignation de certains points de la frontière comme seuls destinés à l'exportation du pétrole ; de plus, la société est dispensée de tout impôt.

Comme compensation pour ces avantages exorbitants, l'Etat roumain recevra pour chaque quantité de 1000 kilos de pétrole brut, une taxe de 3,60 lei, et de 4 lei pour les dérivés ; l'Etat roumain aura encore droit à 25 % du total de parts de fondateur (la répartition du capital de cette dernière société est en tous points semblable à celle des sociétés précédentes). A part cela, l'Etat roumain est continuellement à la merci de l'ennemi, qui ne lui fera grâce d'aucune de ses obligations ; en cas de désaccord, à plusieurs reprises la convention prévoit le recours à des arbitres ; deux arbitres représentant les deux parties en cause, nommeront un président ; s'ils ne peuvent pas s'entendre sur la question de cette nomination, le président du Tribunal d'Empire de Leipzig, nommera comme président un ressortissant d'un Etat non participant.

On peut s'imaginer la façon dont les droits de l'Etat roumain eussent été sauvegardés par ces dispositions.

Les Allemands ont considéré que le pétrole roumain leur serait toujours nécessaire, tandis que les céréales roumaines ne leur seraient indispensables que pendant les premières années qui suivraient la guerre, jusqu'à la reprise des affaires avec les autres pays exportateurs de céréales, où plutôt jusqu'à l'organisation du transport des céréales de la Russie et de l'Ukraine, car il ne faut pas oublier que le traité de Bucarest faisait le pendant du traité de Drest-Litowsk où les Allemands avaient eu soin de se réserver des droits privilégiés sur les ruines de l'ancien empire des Tzars. C'est probablement la raison pour laquelle, par la convention économique annexée au traité de Bucarest, ils ne se réservent que pour sept ans, à partir de 1919, l'excédent de la récolte roumaine de céréales de tout genre, ainsi que l'excédent de la production de fourrages, légumineuses, plantes oléagineuses, volailles, animaux, plantes textile et laines.

La détermination de l'excédent tombant sous le coup de la convention, sera faite par les représentants de la Roumanie, d'accord avec les représentants de l'Empire allemand et de l'Autriche-Hongrie ; on tiendra compte des moyennes de la production pour les années précédentes ainsi que des changements survenus dans l'étendue du territoire roumain. Une fois l'excédent déterminé, les gouvernements allemands et Austro-Hongrois auront le droit d'exercer leur droit

de préemption dans des délais différents, selon les variétés des articles exigés par la convention ; ils pourront demander le tout, où une partie de l'excédent.

Ici, suit une disposition, soi-disant favorable à la Roumanie, qui prévoit que si l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie n'usent pas de leur droit pendant une année, ce droit s'éteindra même pour les années suivantes ; ainsi, l'obligation de vendre cessera pour la Roumanie ; si l'on considère que l'Allemagne sera toujours une grande importatrice de céréales, il faut reconnaître que la disposition citée ne jouera qu'au cas où une possibilité plus avantageuse d'approvisionnement lui sera offerte.

Le prix des céréales sera fixé par des représentants de la Roumanie et par des représentants de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, suivant que ces Etats seront intéressés à l'achat des céréales ou non ; si on n'arrive pas à un accord en ce qui concerne la désignation du président de cette commission, on priera le Président du Conseil Fédéral suisse d'en nommer un ; cette disposition est assez curieuse en elle-même ; de plus, le différend pourra se répéter chaque année quand il s'agira de former la commission.

Pour la détermination des prix, on tiendra compte des prix courants sur le marché européen ou ceux d'outre-mer ; en tout cas, les taxes douanières et les

impôts de toute sorte perçus par l'Etat roumain seront compris dans les prix, donc à la charge du vendeur.

Tous les produits dus à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie seront prohibés à l'exportation ; si ces deux pays ne réclament qu'une partie de l'excédent, l'exportation vers d'autres pays ne sera pas autorisée qu'autant que la quote-part revenant à l'Allemagne ou à l'Autriche-Hongrie aura été livrée.

Deux services d'exportation, l'un créé par la Roumanie et l'autre comprenant des représentants des Puissances Centrales, seront tenus au courant de tous les travaux de l'office de l'exportation ; comme toujours on décide l'exemption de taxes et impôts spéciaux au profit du service d'exportation allemand.

La convention prévoit que les Puissances Centrales, encourageront dans la mesure du possible, l'exportation en Roumanie de toutes les marchandises utiles — matières premières, produits ouvrés ou non — surtout des articles nécessaires au développement de l'agriculture. Aussitôt après la ratification du traité, les Puissances Centrales commenceront des pourparlers pour l'exportation de ces marchandises en Roumanie.

Le but des Austro-Allemands aurait donc été, après nous avoir forcés de leur vendre tous nos produits, de nous les payer en nature par les importa-

tions qu'ils nous eussent amenés à faire de chez eux. C'est la même tendance vers l'accaparement de notre marché, qui s'était déjà manifesté avant la guerre avec un succès complet. Notre situation, au printemps de l'année 1918, était trop misérable pour pouvoir opposer une résistance efficace aux prétentions de l'ennemi ; nous fûmes forcés d'accepter le traité de paix tel que les Allemands l'avaient préparé à l'avance.

Une convention complémentaire nous montre comment l'ennemi voulait arriver à accaparer entièrement notre commerce d'importation, après le monopole général qu'ils s'étaient réservé, en ce qui concerne notre commerce d'exportation. Les céréales, que la Roumanie était obligée de vendre aux Puissances Centrales pendant sept ans à partir de 1919, ne devaient pas être payées immédiatement ; on les aurait simplement passées en compte courant (1). Au commencement, les Allemands ne voulaient admettre que ce compte fût liquidé qu'en 1925, lors de l'expiration de notre obligation concernant les céréales ; après de longues discussions, ils ont accepté que le compte courant soit liquidé tous les dix-huit mois et que le solde ne pourrait dépasser 1 1/2 milliard.

L'intention des Allemands était de nous faire accepter leurs marchandises pour tout le montant de

1. Voir C. J. Baicoiano. *op. cit.*, p. 54.

notre solde créditeur ; à grand'peine, on est arrivé à obtenir que 10 o/o de notre solde créditeur nous soit payé en devises sur l'étranger.

* * *

Telle était dans son ensemble l'organisation de la collaboration forcée des Austro-Allemands et de leurs capitaux dans l'industrie et le commerce roumains, selon les termes du traité de Bucarest du 7 mai 1918.

La marche foudroyante des Alliés sur le front occidental a réduit à néant ce traité et le commencement de son exécution ; mais, le traité de Bucarest restera toujours comme l'image fidèle de la manière dont les Allemands auraient compris user de la situation de vainqueurs. Aux objections d'un des délégués roumains à la conférence de Bucarest, M. de Kühlmann, chef de la délégation allemande, a répondu que la Roumanie devait se considérer heureuse, ayant été traitée amicalement, tandis que les conditions de la paix seraient plus lourdes pour nos alliés. Nous croyons qu'il n'exagérât pas.

Le traité de paix de Bucarest, que nous avons analysé dans ses principales parties, relatives aux questions économiques, n'est, à notre avis, que l'aggravation et la consécration d'une situation de fait existant avant la guerre. De l'étude faite au chapitre II, sur l'état de notre industrie et de notre commerce, il ressort que les Allemands avaient accaparé paissi-

blement ces deux branches d'activité. Il est évident que les conditions du traité sont bien plus lourdes et plus humiliantes, mais il n'en est pas moins vrai qu'elles ne constituent que l'amplification des conditions préexistantes et c'était ainsi que les Allemands voyaient les choses quand ils soutenaient que les conditions du traité sont très amicales.

Quelles peuvent être les réflexions d'un Roumain devant l'aboutissement de l'activité des Allemands et de leurs capitaux en Roumanie ?

Il doit reconnaître que, grâce à eux, l'industrie et le commerce ont pris un développement appréciable ; les banques à capital allemand ont été les promoteurs de cette activité et le mérite d'avoir fait connaître à l'étranger les vastes possibilités qu'offrait le sol roumain leur revient. Mais, ce qu'on leur reproche, dépasse en importance les mérites qu'ils ont pu avoir. Les capitaux allemands sont venus en Roumanie comme des pionniers du germanisme ; accompagnés par les émissaires des grands capitalistes, ils n'ont travaillé qu'à augmenter l'emprise de l'Allemagne sur le pays ; nulle collaboration ne s'est établie entre les capitaux allemands et les capitaux roumains, entre le travail allemand et le travail roumain ; cette collaboration ne pouvait pas exister, chaque partie représentant des intérêts contraires ; les Allemands voulaient bien s'enrichir en Roumanie, mais ils ne voulaient pas tenir compte de ses besoins et de

ses aspirations. C'est à l'impérialisme caractérisé des capitalistes de Berlin qu'on doit l'action néfaste des Allemands en Roumanie. La façon brutale dont cet impérialisme s'est manifesté à l'occasion du traité de Bucarest a réveillé toutes les consciences, une fois échappées à l'étreinte de l'ennemi ; grâce à la vaillance de nos alliés, les Roumains sont restés en garde contre toute tentative d'accaparement.

Est-ce à dire que les capitaux étrangers sont indésirables et que la grande Roumanie entend se passer de leur concours ? Toute autre est notre opinion, ainsi qu'on le verra au chapitre V.

CHAPITRE IV

Situation économique de la Roumanie après la guerre

Si l'on compare la situation des pays alliés avant la guerre avec la situation des mêmes pays depuis la guerre, nulle part le contraste ne sera aussi frappant qu'en Roumanie.

Pendant la guerre, le territoire de l'ancien royaume a été complètement mis à sac par les troupes allemandes d'occupation, en Valachie, et par les troupes russes, nos alliées, en Moldavie.

L'organisation lentement édiflée pendant les quarante-huit ans de règne du roi Charles I^{er}, s'est effondrée ; l'œuvre de reconstitution dure encore, œuvre laborieuse, demandant une grande patience et une grande habileté pour arriver à donner un aspect d'unité à des régions qui ont vécu pendant des siècles sous une administration étrangère et oppressive ; le doublement du territoire et les difficultés sans cesse renaissantes que la nouvelle Roumanie a dû surmonter pour garantir ses frontières, ont prolongé la

durée de l'état de guerre au delà de toute prévision.

Cet ensemble de circonstances défavorables explique en grande partie la situation économique de la Roumanie, telle que nous allons la présenter au lecteur. Nous examinerons successivement les finances publiques, la circulation fiduciaire, le commerce extérieur, l'état de l'agriculture, de l'industrie, du pétrole et du bois.

* * *

Depuis 1905 jusqu'en 1914, le budget de la Roumanie s'est constamment soldé par des excédents, variant entre 28 millions (1914) et 110 millions (1911).

En 1915, le budget s'est exactement balancé avec 600 millions, tant aux recettes qu'aux dépenses.

En 1916, a lieu l'entrée en guerre de la Roumanie ; le budget de l'Etat, pour cette année, prévoyait 645 millions de revenu et une égale somme de dépenses. Ce budget est resté en vigueur jusqu'au 31 mars 1920 (l'année budgétaire commence en Roumanie le 1^{er} avril). Les prévisions du budget 1916-1917 ne se sont pas réalisées ; les recettes n'atteignent que 379 millions tandis que les dépenses montent à 1.027 millions, d'où un déficit de 650 millions. Les différences sont tout aussi grandes l'année suivante (1917-1918), quand les deux tiers du pays étaient occupés par des armées allemandes ; les recettes ne

montrent qu'à 187 millions, en face d'une dépense de 600 millions.

En 1918-1919, par suite de l'évacuation du territoire après l'armistice général et par suite de la réunion de la Bessarabie, les recettes enregistrent une augmentation de 419 millions, les dépenses étant de 1.646 millions pour le même exercice.

Pendant l'année 1919-1920, on dépense 4.127 millions avec un revenu de 1.140 millions, dont 53 millions provenant de la Bessarabie, le reste, de l'ancien royaume; en Transylvanie, on n'avait pas fait rentrer l'impôt pendant cette période (1). Le déficit de cet exercice monte à 2.987 millions. En totalisant, le déficit de ces quatre exercices monte à 5.462 millions; les sommes dépensées en plus des prévisions budgétaires ont été couvertes par des emprunts successifs, comme suit :

Emprunt National 1916.....	333 millions
L'Emprunt de l'Union 1919.....	310 —
L'Emprunt à la Banque Nationale à 10/0.....	1.000 —
— — sans intérêt...	1.500 —
— — à 0,50 0/0....	1.000 —
L'Emprunt en bons du Trésor intérieurs.....	300 —
Total.....	4.443 millions

La plus grande partie de ce déficit s'explique par l'état de guerre; étant donné que la partie la plus

1. Toutes ces dates sont extraites du *Rapport général relatif au projet du budget général pour l'exercice 1920-1921*, présenté à la Chambre par le D^r J.-N. Angelesco, rapporteur.

riche du pays était occupée par l'ennemi, on ne pouvait pas songer à faire supporter par l'impôt les dépenses extraordinaires de guerre. Après l'évacuation, les revenus ont augmenté, mais les dépenses sont restées toujours très élevées et incertaines, par suite du maintien de l'armée sur pied de guerre, pour faire face au péril bolchevik et surtout au péril hongrois, qu'on n'a pu écarter que par l'occupation de Budapest.

Enfin, en 1920, un nouveau projet de budget général a été établi et présenté devant la Chambre ; un pas important pour le retour à l'état normal était fait. Mais le nouveau budget ne pouvait pas satisfaire aux besoins du présent, parce qu'il était basé sur l'ancien système d'imposition, système vieilli, ne répondant plus aux exigences d'un nouvel état de choses. Le nouveau budget prévoit 6.115 920 000 lei aux recettes et 6.625.000.000 lei aux dépenses, soit un déficit de 509 millions.

Les plus importants chapitres de dépenses sont ceux du ministère des Finances et du ministère des Communications.

Le ministère des Finances doit faire face au paiement des arrérages des emprunts publics qui ont monté à des chiffres énormes en comparaison avec notre dette d'avant-guerre. D'après le Rapport général relatif au projet de budget pour l'année 1920-1921, la dette consolidée montait, le 1^{er} août 1920, à

3.986 millions, correspondant à une annuité de 227 millions ; la dette flottante montait à la même date à 7.162 millions, correspondant à une annuité de 177 millions (cette différence s'explique par le fait qu'une grande partie de la dette flottante est constituée en bons du Trésor, engagés à la Banque Nationale et pour lesquels on paye un intérêt minime de 1 0/0 au plus). Il en résulte que le total de notre dette publique, au 1^{er} avril 1920, se chiffrait à 11 milliards environ. Si l'on ajoute encore 10 milliards, montant probable de la quote-part revenant à la Roumanie de la dette austro-hongroise, plus les 5 milliards environ, nécessaires pour l'opération d'unification de la circulation fiduciaire, on obtiendra le total de la dette publique roumaine à l'heure actuelle : 25 milliards, ce qui revient à 1.470 lei par tête d'habitant (6.395 en Angleterre, 5.130 en France, 5.148 en Allemagne). A côté de la somme de 1.500 millions que le nouveau budget prévoit comme destinée à faire face aux dépenses du ministère des Finances, on prévoit 1.160 millions pour le compte du ministère des Communications, fonds destinés au rétablissement d'une situation normale de nos chemins de fer.

Le budget dont nous venons de parler, constitue le budget ordinaire, à côté duquel fonctionnera le budget extraordinaire, qui devra subvenir aux dépenses pour la réparation des dommages de guerre et pour la réfection de l'outillage national.

Lors de la présentation du budget ordinaire, le budget extraordinaire n'était pas encore établi, faute de dates suffisantes. On a fait face aux dépenses qui se sont présentées, à l'aide des expédients ordinaires, emprunts sur bons du Trésor à la Banque Nationale.

Le budget ne prévoyait qu'un déficit de 509 millions ; mais la réalité ne correspond pas aux prévisions budgétaires et pour la fin de l'exercice 1920-1921, on escompte un déficit d'au moins 2 milliards 1/2.

Seule, une réforme totale de notre système d'imposition pourra remédier au déficit constaté. Dans la session parlementaire de février 1921, M. Titulesco, ministre des Finances a déposé ses projets de réformes financières ; on ne connaît pas encore les détails de ces réformes, mais, d'après une interview accordée au journal *Le Temps*, M. Titulesco se déclare partisan de l'impôt cédulaire complété par un impôt progressif sur le revenu.

Dans un projet d'initiative parlementaire, élaboré par le Dr J. N. Angelesco, on trouve en plus de l'impôt cédulaire et de l'impôt progressif sur le revenu, une autre série d'impôts complémentaires : la taxe de luxe, l'impôt sur les transactions, l'impôt sur la plus-value immobilière, le monopole de l'alcool et du sucre, un impôt extraordinaire sur le capital, l'impôt sur les profits de guerre et le monopole de la vente du pétrole à l'intérieur. Ces deux projets sont

issus de la même conception financière et c'est certainement dans leur esprit que sera organisé le nouveau régime d'imposition.

* * *

Le 31 décembre 1915, la circulation fiduciaire en Roumanie montait à 762 millions en billets de la Banque Nationale de Roumanie, seule banque d'émission du pays, garantie par une encaisse de 302 millions.

En août 1916, par suite de l'entrée en guerre, on décréta le cours forcé de ces billets. A cause des avances continuelles que la Banque a dû faire au gouvernement pour solder les énormes dépenses occasionnées par la guerre le 31 décembre 1916, la circulation fiduciaire monte à 1.451 millions. Les emprunts à la Banque Nationale se succèdent sans interruption pendant quatre ans et en août 1920, la circulation des billets de la Banque Nationale est de 5.449 millions ; en même temps, a circulé dans le pays un grand nombre de billets de la Banque Générale, dont nous avons parlé dans le chapitre III (2.172 millions), plus une énorme circulation de couronnes austro-hongroises en Transylvanie et de roubles en Bessarabie.

Un des problèmes des plus importants pour le bon état de nos finances et d'un grand intérêt au point de

vue théorique était l'unification de ces diverses monnaies ; la question en Roumanie était on ne peut plus compliquée, à cause de la grande variété de monnaies en circulation ; les billets de la Banque Générale ont été pris à son compte par l'Etat roumain et ils seront changés, au pair, contre des billets de la Banque Nationale.

En ce qui concerne les couronnes, on a déjà procédé à la fin du mois d'août 1920 à leur retrait de la circulation.

On a longuement discuté à cette époque sur le fait de savoir à quel taux changera-t-on ces couronnes, dont le prix sur le marché n'était que de 35 bani ($1/3$ lei : un leu = 100 bani).

Le ministre des Finances s'est arrêté au taux de 50 bani, ce qui faisait pour un total de 8 milliards de couronnes, une perte au change de 1.200 millions ; à notre avis, on a eu tort de fixer un taux si élevé pour le retrait des couronnes, étant donné que ce retrait avait lieu deux ans après la réunion des nouvelles provinces et que, pendant cet intervalle, les couronnes avaient abondamment circulé dans le pays à un taux beaucoup plus réduit ; de plus, ce retard a donné lieu à une forte contrebande de couronnes de l'ancienne monarchie austro-hongroise, ce qui a augmenté le stock en circulation, au moment de la réunion des provinces libérées. Le retrait des couronnes au taux de 50 bani a donné lieu à une forte spécula-

tion et a causé au Trésor une perte sèche de 1.200 millions.

60 o/o du montant des couronnes retirées de la circulation ont été payés comptant en billets de la Banque Nationale ; le reste de 40 o/o devra être payé au printemps 1921.

Jusqu'à présent, cette opération a eu comme résultat une nouvelle émission de 2.500 millions.

Quant aux roubles circulant en Bessarabie, leur montant était de 1.500 millions roubles Romanof et Lwoff ; ils ont été retirés de la circulation à des taux différents dans l'Ancien Royaume et en Bessarabie.

Dans l'Ancien Royaume :

Roubles Romanof.....	1,00 lei
Roubles Lwoff.....	0,30 —

En Bessarabie :

Roubles Romanof.....	1,60 —
Roubles Lwoff.....	1,00 —

Cette opération se résume à une nouvelle émission de 900 millions de lei pour l'acquittement de 60 o/o du total des roubles ; le restant de 40 o/o sera acquitté en même temps que les couronnes.

En récapitulant, nous avons pour le mois d'octobre 1920 une circulation de 11.071 millions répartis comme suit :

1. Billets de la Banque Nationale d'après le bilan de 21 août 1920.....	3.449.885.911 lei
2. Billets de la Banque Générale.....	2.172.000.000 —
3. 60 o/o des roubles	900.000.000 —
4. 60 o/o des couronnes.....	2.550.000.000 —
Total.....	11.071.885.911 lei

L'acquittement du reste de 40 o/o des couronnes et des roubles donnera une circulation totale de 13.371.885.911 lei pour une population de 18 millions d'âmes environ.

* * *

Le commerce extérieur était devenu avant la guerre une source de profits importants pour le pays, par les excédents continuels des exportations sur les importations : en 1913, cet excédent monte à 80 millions. Toute autre est la situation en 1919; les chiffres relatifs à ces deux époques rendront plus saisissant le contraste par leur comparaison. D'après les dernières dates statistiques (1), en 1921, il y a un déséquilibre énorme entre les importations et les exportations ; c'est un renversement complet de la situation antérieure.

En considérant seulement les quantités importées ou exportées, la Roumanie a toujours exporté une

1. Voir le *Bulletin semestriel de la Statistique commerciale*, publié par la Direction générale de la Statistique du Ministère de l'Industrie et du Commerce. Bucarest, 1921 (en roumain et en français).

plus grande quantité de tonnes qu'elle n'en a importé et cela même pendant les années où la balance commerciale a été défavorable; ainsi, en 1904, la valeur des importations et des exportations monte respectivement à 311 millions et 261 millions, tandis que les quantités en tonnes sont de 525.000 et 2.260.000; la situation s'explique aisément par le fait que l'exportation de la Roumanie est composée d'articles lourds, renfermant une petite valeur sous un grand volume (céréales, pétrole, bois), tandis qu'à l'importation, il y a des articles d'une grande valeur sous un volume restreint (machines, tissus).

En 1913, comme nous l'avons vu, la Roumanie avait importé 1.374.000 tonnes en valeur de 590 millions et avait exporté 4.569.000 tonnes en valeur de 670 millions.

En 1919, le montant des importations en tonnes est de 3.933.522 et celui des exportations de 108.872 tonnes; le renversement de la balance quantitative laisse prévoir combien grand sera le renversement de la balance en valeur : les importations ont coûté 3.622.945.669 lei tandis que les exportations n'ont rapporté qu'à peine 103.891.198 lei ce qui revient à constater, pour l'année 1919, un déficit de 3.500 millions. On peut considérer les exportations comme inexistantes et dire que pendant l'année 1919 la Roumanie n'a fait qu'importer.

Un autre bouleversement qu'on peut constater dans

notre commerce extérieur est celui de l'ordre d'importance des différentes marchandises importées.

La première place est occupée par les tissus d'origine végétale avec 886 millions de lei, représentant 24 0/0 du total importé.

En seconde ligne, viennent les céréales et leurs dérivés pour 362 millions ; c'est un fait sans précédent dans l'histoire de notre commerce extérieur, la place importante occupée par les céréales comme articles d'importation : c'est dire jusqu'à quel point les Allemands avaient vidé nos greniers pendant l'occupation.

Les laines et ouvrages de laine occupent le troisième rang avec 285 millions lei, puis suivent les vêtements confectionnés avec 267 millions et les cuirs et objets en cuir pour 254 millions ; ces quantités d'articles vestimentaires ne sont pas plus grandes que celles qu'on importait en 1913, mais si l'on tient compte du renchérissement général et du renchérissement spécial de ces articles en Roumanie à cause de la forte dépréciation de la monnaie (qui fait qu'en 1919 on a payé plus d'un milliard et demi ce qu'on payait autrefois 150 millions pour une quantité beaucoup plus grande), on peut conclure que ces dépenses étaient inévitables et cela concorde avec la réalité pour ceux qui connaissent le manque absolu de tissus et de vêtements dont souffrait la population roumaine après les réquisitions fréquemment répétées de l'armée allemande.

TABLEAU COMPARATIF
du commerce extérieur de la Roumanie en 1913 et 1919

IMPORTATIONS				
Désignation des articles	1913		1919	
	Quantité tonnes	Valeur lei	Quantité tonnes	Valeur lei
Métaux.....	750.942	173 millions	26 191	187 millions
Machines.....	40.340	59 »	7.799	93 »
Véhicules.....	15.795	27 »	1.363	28 »
Matières textiles et végétales.....	23.500	65 »	19.191	886 »
Confections.....	6.724	21 »	2.704	267 »
Laines.....	4.636	33 »	1.807	285 »
Soies.....	308	16 »	156	92 »
Cuirs.....	5.000	21 »	3.543	254 »
Céréales.....	28 725	6 »	220.149	362 »
Fruits et produits coloniaux.....	35.200	15 »	20.966	233 »
Sucre et sucrerie....	5.507	3 »	19.741	149 »
Produits chimiques..	26.716	13 »	6 253	70 »
Divers.....	430.663	138 »	163.659	716 »
Total.....	1.374.116	590 »	393.522	3.622 »

EXPORTATIONS				
Désignation des marchandises	1913		1919	
	Quantité tonnes	Valeur lei	Quantité tonnes	Valeur lei
Céréales et dérivées.	2.964.947	448 millions	2.744	2,3 mill.
Légumes, fleurs et graines.....	164.927	34 »	10.462	15 »
Produits alimentaires animaux....	12.940	11 »	142	1,2 »
Pétrole et bitumes..	1.056.197	131 »	40.014	63 »
Bois et dérivés.....	283.359	24 »	22.562	5 »
Divers.....	86.706	22 »	32.955	17,5 »
Total.....	4.569.076	670 »	108.872	104 mill.

Passons maintenant à une autre catégorie de marchandises : les métaux et ouvrages métalliques, qui occupaient la première place parmi nos importations avant la guerre, avec 750.942 tonnes en valeur de 173 millions et qui à présent sont tombés à un rang bien inférieur avec 26.161 tonnes en valeur de 187 millions, donc bien loin des matières textiles, laines et céréales.

Cette énorme différence en moins, a son explication dans l'inactivité où sont restées depuis la guerre nos usines, mises dans l'impossibilité de travailler par le mauvais état de leurs installations ou même par l'absence totale de machines, transportées en Allemagne ou ailleurs, d'après le système employé par l'occupant chez nous, comme en Belgique ou dans le nord de la France; la même diminution est à remarquer en ce qui concerne la catégorie des machines dont la quantité importée tombe de 40.340 tonnes à 7.729. La raison de cette diminution se trouve dans les grandes difficultés qu'ont présentées les transports pendant toute l'année 1916 : d'ailleurs ces difficultés durent encore; pourtant, ces deux catégories d'articles sont ceux dont on aurait souhaité la plus forte importation : c'eût été un signe de reprise de l'activité industrielle, l'aube d'un nouvel essor et d'une rapide guérison des blessures de la guerre.

A côté de ces importations coûteuses et variées, notre commerce d'importation présente une situation

lamentable : de 4.529.075 de tonnes, il est descendu à 108.872 tonnes, donc à quarante fois moins qu'avant la guerre.

Les céréales, qui formaient à elles seules 75 o/o de nos exportations avec presque 300.000 wagons, ne nous fournissent qu'à peine 274 wagons, c'est-à-dire 2,3 millions lei.

De même, le pétrole tombe de 1.056.197 de tonnes à 40.064 ; c'est encore l'article le plus important que nous ayons exporté et il forme à lui tout seul 63 o/o de la valeur de nos exportations ; les bois et dérivés arrivent à 22.562 tonnes au lieu de 283.359.

Nous expliquerons plus loin en détail les différentes causes de cette situation. Pour le moment, nous nous bornons à constater le marasme de notre production et quel appauvrissement réel constitue pour la Roumanie une année dont le bilan est clos par un déficit de 3 milliards 1/2.



L'agriculture était, nous l'avons dit, la principale source de richesse du pays et une des branches de la production qui avait fait des progrès incessants pendant les cinquante dernières années ; tandis qu'en 1860, la superficie cultivée n'était que de 2,6 millions d'hectares représentant 36,5 o/o de la superficie cultivable, en 1915 la superficie cultivée avait passé à 6 millions

d'hectares représentant 77,8 0/0 de la superficie cultivable (1).

La valeur totale des céréales produites en 1914 monte à un milliard dont 250 millions pour le blé et 425 millions pour le maïs. De la quantité de blé produite, on exportait jusqu'à 55 0/0, et jusqu'à 30 0/0 de la production du maïs.

Le reste est consommé à l'intérieur. « On voit con-
« bien restreint aurait été le marché intérieur si l'ex-
« portation n'avait pas existé. Pour un pays agricole
« comme la Roumanie, ceci est de la plus haute impor-
« tance, car d'une part, la quantité et la valeur des
« céréales exportées et d'autre part, la quantité effec-
« tivement entrée dans le commerce intérieur consti-
« tuent une sorte de boussole dont les oscillations
« guident les banques lorsqu'elles doivent prendre
« des décisions, surtout quand il s'agit d'augmenta-
« tion de capitaux (2). »

Avant la guerre, la Roumanie, avec ses vastes possibilités d'exportation de céréales, était considérée

1. Ces dates, ainsi que celle relative à l'industrie du pétrole et du bois, on les trouve, avec des détails complémentaires, dans *Les Forces Economiques de la Roumanie*, ouvrage publié par le Service d'Etudes financières et statistiques de la Banque Marmorosch Blank et Co, sous la savante direction de son chef le D^r D. Rottmann. Cet ouvrage employant un énorme matériel documentaire et statistique, nous donne des indications aussi précises que les circonstances actuelles le permettent sur toute les manifestations de la vie économique de la grande Roumanie.

2. D^r D. Rottmann, *op. cit.*

comme un des principaux greniers de l'Europe. « Au point de vue de la production du blé et du maïs par tête d'habitant, la Roumanie vient en seconde ligne pour le monde entier, avant la Russie et les Etats-Unis, n'étant dépassée que par la République Argentine. En effet, cette dernière produit 5,60 par tête d'habitant, la Roumanie, 3,50, les Etats-Unis 3 et la Russie 1,75 (1). Au point de vue de l'exportation des céréales au prorata du nombre d'habitants, la Roumanie occupe le même rang. »

Mais, depuis la guerre, la situation a changé complètement, à la suite de la nouvelle répartition de la propriété rurale, résultant de la révision de la Constitution en 1917.

La réforme consentie par cette révision de la Constitution est une sorte de révolution pacifique, qui, en d'autres temps, aurait eu un énorme retentissement dans le monde entier, mais qui a vu son importance diminuée, par les graves problèmes internationaux à l'ordre du jour.

Néanmoins, pour un observateur curieux, la réforme agraire roumaine présente un grand intérêt scientifique, car elle constitue une opinion économique entreprise sur une vaste échelle.

Avant la guerre, la Roumanie était un pays de grande propriété ; sur les 8.285.000 hectares de ter-

1. Voir Muzet, *La Roumanie Nouvelle*, page 244 et suiv.

rains cultivables, la grande propriété, comprenant les domaines au-dessus de 100 hectares, occupait 3.905.227 hectares, répartis entre 5.000 grands propriétaires environ; parmi ces propriétés, très nombreuses étaient celles qui dépassaient 1.000 hectares; les propriétés de main-morte atteignaient facilement 10-20.000 hectares. La grande propriété occupait alors 47 0/0 du total de la superficie cultivable.

La propriété moyenne de 10-100 hectares montait à peine à 1 million d'hectares appartenant à 40.000 propriétaires environ. Le reste de 3.370.000 hectares appartenait à un million de propriétaires possédant chacun de 1-10 hectares.

Dans un pays avec une population de 7 millions $1/2$ d'habitants dont 6 millions habitaient la campagne, il y avait un seul million de propriétaires; parmi ces derniers, il y en avait dont les propriétés étaient si réduites qu'elles ne suffisaient pas à les nourrir.

Porter un remède à l'Injuste répartition du sol, a de tout temps formé un grave problème pour les gouvernements roumains; aucun n'a eu la force et l'autorité nécessaires pour accomplir la réforme; des intérêts puissants étaient en jeu et d'ailleurs, il était fort difficile de faire accepter une réforme agraire radicale à un parlement élu au suffrage censitaire. En tout cas, l'idée d'une vaste réforme avait fait son chemin et la guerre n'a fait qu'avancer sa venue et faciliter sa réussite. La Constituante, élue en 1914 pour intro-

duire dans la Constitution le principe du suffrage universel, devait s'occuper en même temps de la réforme agraire. Au printemps 1917, la réforme est votée; d'après les termes de la nouvelle Constitution, on devait procéder à l'expropriation de 2 millions d'hectares de la grande propriété, selon une échelle progressive, de façon à ce que les plus grandes propriétés soient réduites à 500 hectares au plus. Le terrain exproprié — divisé en lots de 5 hectares — devait être partagé aux paysans non-propriétaires.

L'application du principe inscrit dans la Constitution a été faite par un décret-loi.

A la suite de l'expropriation, la grande propriété s'est vue réduite à une étendue de 940.040 hectares de terrains cultivables, sans que le chiffre de 2 millions d'hectares prévus dans la Constitution, comme devant être partagé aux paysans, soit atteint. A ce moment, un nouveau projet de réforme agraire est déposé sur le bureau des Chambres pour mettre la loi d'accord avec les termes de la Constitution.

Ce dernier projet envisage une nouvelle expropriation, portant sur 450.000 hectares, qui aura comme résultat une nouvelle diminution de la grande propriété. Ce projet fait une sage distinction entre les propriétés selon les régions, et les sépare en régions à population dense, en régions à population moyenne et en régions de colonisation. L'expropriation des 450.000 hectares nouveaux se fera en tenant

compte de ces distinctions et établira pour les propriétés de la première catégorie un maximum de 200 hectares, de 300 hectares pour la seconde et de 500 pour la troisième. De la sorte, là où l'on possède une main-d'œuvre nombreuse, on pourra faire de la culture intensive, tandis que dans les régions qu'il faudra coloniser, on fera de la culture extensive.

Le résultat de la nouvelle expropriation sera de réduire la grande propriété à 577.191 hectares, occupant 8 o/o de la superficie cultivable. La petite propriété au-dessous de 100 hectares occupera 7 millions 367.800 hectares et il restera encore 340.000 hectares de terrains inondables, non expropriés.

« C'est la plus grande transformation sociale produite au cours de l'histoire ; elle dépasse de beaucoup la transformation agraire de la France après 1793, car là-bas après la période révolutionnaire, la grande propriété possédait encore 30 o/o du sol cultivable » (1).

Après la première expropriation, on constate immédiatement le résultat du changement survenu. Tandis qu'en 1915 la superficie cultivée par la grande propriété atteignait 1.733.130 hectares (2), elle des-

1. Voir l'exposé de motifs du projet de réforme agraire, par M. le ministre Garofli.

2. La différence entre le terrain cultivé par la grande propriété (1.733.130) et le terrain possédé par elle (3.905.227) en 1913, s'explique par le fait qu'une grande partie de l'étendue cultivable

cependant en 1919 à 670.578 et à 412.352 hectares en 1920 ; ainsi, la culture de la grande propriété occupe à présent 8 o/o du total du sol cultivable au lieu de 28 o/o en 1913. On voit combien réduite sera dorénavant la part de contribution de la grande propriété dans la production totale.

Comme toute réforme radicale, la conséquence de la réforme agraire a été de provoquer une intense crise de production. La petite propriété passe de 4 millions d'hectares à 7 millions et, en même temps, l'étendue cultivée par elle descend de 6.100.000 hectares en 1915 (1) à 4.694.000 en 1920 ; donc, une diminution de 1.400.000 hectares dans l'étendue du terrain cultivé par la petite propriété, correspondant à une augmentation de la petite propriété qui, en 1920, possède 7.367.800 hectares ; ce qui revient à dire qu'en 1920, on a cultivé 2.600.000 hectares de moins qu'en 1915.

Ces résultats sont facilement explicables pour qui connaît la situation.

En Roumanie comme partout, le cheptel, a eu beaucoup à souffrir du fait de la guerre ; à la consommation de la guerre et aux pertes causées par l'évacuation de la Valachie, se sont ajoutées ensuite

était affermée aux paysans ; les 1.733.150 hectares ne comprennent que la superficie cultivée en régie par les grands propriétaires.

1. Situation inverse de celle indiquée à la page précédente note 2.

les fréquentes réquisitions des armées occupantes. D'après des évaluations autorisées, le cheptel roumain a été diminué de moitié pendant la guerre. Le manque d'animaux de trait explique en grande partie les difficultés que les petits propriétaires auraient eues à surmonter pour travailler leurs champs. En plus de cela, depuis la guerre, la Roumanie souffre d'une crise aiguë des transports, dont il est difficile de se rendre compte à l'étranger ; la plus grande partie de notre matériel roulant a été pris par l'ennemi et le reste n'a plus pu être entretenu en bon état pendant la guerre. La crise des transports par chemin de fer a transformé les transports à traction animale en un commerce des plus profitables ; on a vu alors, dans un grand nombre de régions, aux abords des grandes villes commerciales, les paysans renoncer à l'agriculture pour ne faire que des transports ; ainsi, le nombre déjà assez réduit d'animaux de labour, au lieu d'être employés au travail de la terre, sont employés à remplacer les chemins de fer encombrés et désorganisés. Pour remédier à cet état de choses, le gouvernement a pris la mesure d'interdire ces transports aux époques où le travail de la terre demande l'emploi des animaux ; on a assisté alors au phénomène suivant : les paysans qui, pour quelques voyages avec leurs chariots à bœufs, touchaient des sommes énormes bien plus importantes que le produit de leurs petites propriétés pendant

une année, préféraient ne rien faire plutôt que de labourer ou ensemercer leur champ ; la facilité avec laquelle ils gagnaient de l'argent en faisant des transports, leur faisait délaissier les travaux bien plus rudes de la terre.

De plus, on a pu constater dans certaines régions que les nouveaux petits propriétaires ne cultivent qu'une partie de leur terre, et, quoique dépourvus d'autres ressources, ils se contentent de produire ce qui leur est strictement indispensable pour vivre, sans penser à l'épargne ou à l'amélioration de leur condition. Il faut reconnaître que bien souvent, ils n'ont pas les moyens de cultiver toute leur terre et sont trop peu habitués au crédit pour y recourir afin de se procurer les instruments de travail et les animaux de trait qui leur font défaut ; mais il n'est pas moins vrai que les paysans de ces régions, habitués à une vie misérable, ayant un très petit nombre de besoins à satisfaire, sont dépourvus de la culture intellectuelle nécessaire pour se créer de nouveaux besoins, d'ailleurs, cette constatation est un peu plus générale, car même dans les régions où les paysans possèdent de grandes quantités de numéraire, ils ne songent pas encore à améliorer leur « standard of life ». Il y a toute une éducation de la classe paysanne à faire pour arriver à augmenter sa force productive ; le contact avec les paysans des nouvelles provinces sera très utile à cet égard ceux-ci étant habitués à un

travail plus intensif et plus rationnel et à une vie plus confortable.

Ces circonstances expliquent suffisamment le déficit de notre production agricole pendant l'année 1919, comme on a pu s'en rendre compte en étudiant la situation de notre commerce extérieur pendant cette période.

La réfection du cheptel, œuvre déjà commencée, l'organisation des chemins de fer et l'éducation de la classe paysanne auront tôt fait de rendre à l'agriculture roumaine son ancienne productivité.



L'industrie du pétrole a été une autre grande victime de la guerre. Lorsque, débordée par l'ennemi, les armées roumaines ont dû évacuer la Valachie, laissant entre les mains des Allemands les plus riches régions pétrolifères du pays, pour ne pas leur abandonner en même temps les puits en plein rendement et les immenses dépôts de pétrole, dont ils avaient un si grand besoin, on mit le feu à tous les réservoirs et à toutes les sondes en activité ; l'ennemi ne trouva rien que les traces d'un des plus impressionnants incendies qu'on ait jamais vu.

Pendant l'occupation, les Allemands se sont appliqués à reconstruire afin de pouvoir profiter des richesses qui étaient à leur portée ; à leur départ, en novembre 1918, il y avait 437 sondes en exploitation

au lieu de 962, en 1916, avant l'invasion ; la production quotidienne était de 3.000 tonnes au lieu de 5.000 (1). Depuis 1918, la production a encore diminué, arrivant jusqu'à 250 wagons par jour. Notre puissance d'exportation qui, en 1913, atteignait 1.036.000 tonnes ne monte qu'à 38.947 en 1919 ; donc, une différence d'un million de tonnes en moins. Cette situation désastreuse s'explique par le fait que depuis quelque temps, on n'a plus procédé à l'installation de nouvelles sondes, à cause de l'absence du matériel nécessaire, de sa cherté — devant être importé des pays au change défavorable — et des difficultés de transport.

Si l'on passe maintenant à l'examen de l'état de nos forêts, on constate ici comme ailleurs que les ravages de la guerre ont été considérables. On évaluait à 2.773.000 hectares l'étendue de notre domaine forestier en 1913 ; d'après les constatations du Dr Angelesco, les forêts de l'ancien royaume n'occupent plus que 2.081.730 hectares,

Les dévastations de la guerre proprement dite ainsi que l'exploitation intense et sans méthode, à laquelle se sont livrés les Allemands pendant l'occupation, explique cette forte diminution. Par les traités de Saint-Germain et de Trianon, l'agrandissement de la Roumanie aux dépens de l'Autriche et de la Hongrie,

1. Voir *les Forces économiques de la Roumanie*, p. 51.

assure au nouveau pays la possession d'un territoire deux fois plus grand que celui de l'ancien royaume ; dans les provinces libérées, les forêts occupent de vastes espaces ainsi que, pour la grande Roumanie, l'étendue de la superficie boisée est évaluée à 6 millions 968.000 hectares, ce qui constitue un capital de plus de 7 milliards 1/2 lei, au change actuel.

Les exploitations forestières rencontrent les mêmes difficultés que les exploitations de pétrole ; mais une fois ces difficultés vaincues, les forêts de la Grande Roumanie offriront de grandes perspectives de bénéfices pour les capitalistes qui y investiront leurs capitaux. En attendant, pendant l'année 1919, l'exportation des bois et de ses dérivés ne monte qu'à 22.562 tonnes au lieu de 283.359 en 1913.

* * *

De ce tableau, de la situation économique de la Roumanie d'après guerre, il ressort que toute l'économie du pays a été fortement ébranlée par la tourmente. Les finances publiques et l'industrie privée se présentent dans des conditions manifestement défavorables ; l'agriculture, à son tour, aura besoin d'un grand effort collectif pour reprendre son importance et jouer le rôle qui lui est naturellement dévolu. A qui incombe l'obligation de tout remettre sur pied. Le gouvernement seul a-t-il la force et les moyens pour réussir ? Aujourd'hui, moins que jamais. Le

gouvernement, par une sage politique d'économies et par un nouveau système d'impositions pourra aisément équilibrer le budget et faire face aux obligations de la dette : mais, ce travail d'assainissement des finances publiques est plus que suffisant pour absorber toute l'attention du gouvernement.

A côté du gouvernement, les particuliers, par leur travail individuel, contribueront à rétablir la situation de l'industrie et du commerce ; avant la guerre, ces deux branches d'activité ont pu progresser, grâce à l'appui et à la participation des banques ; maintenant plus que jamais, cette participation est imposée par les événements, et les banques roumaines, conscientes de leur devoir, ont largement consenti à aider les anciennes et les nouvelles entreprises. Selon l'exemple des banques à capital étranger, les banques roumaines s'intéressent actuellement à toutes les manifestations de l'activité économique du pays ; à l'heure présente, le rôle des banques prend une importance primordiale et nous croyons que la finance privée est seule capable de soutenir l'œuvre de reconstruction.

CHAPITRE V

Les partis politiques et l'intervention des capitaux étrangers

La question de l'intervention des capitaux étrangers préoccupe, en ce moment, tous les cercles financiers et politiques en Roumanie.

Après cinquante ans de travail et de progrès, la Roumanie se trouve en 1920, au point de vue économique, dans la même situation qu'en 1870 ; tout est à reconstruire et la génération actuelle devra dépenser une énorme somme de travail pour relever le pays des ruines causées par la guerre.

D'après les évaluations faites pour être présentées à la Commission des réparations, les dommages que la Roumanie a soufferts par suite de la guerre, dépassent 10 milliards de lei. Cela représente la destruction d'un énorme capital productif qu'il faudra remplacer.

Mais où trouver les capitaux nécessaires pour la reconstruction ?

Il faudrait que la production annuelle de la Roumanie fût assez grande pour suffire à la consommation

intérieure et que de plus, une importante portion fût destinée à l'épargne, à la création de revenus nouveaux ; mais, quand la Roumanie a une balance des comptes défavorable dans tous ses éléments — balance commerciale passive, dette extérieure importante, grosses dépenses des Roumains voyageant à l'étranger — comment croire que ce pays pourra être capable d'épargner ? Non seulement il lui est impossible d'épargner, mais il a dû considérablement s'appauvrir ces dernières années, en liquidant une partie du capital, pour pouvoir acquitter ses dépenses.

Telle étant la situation, la Roumanie doit-elle attendre assez longtemps pour pouvoir se relever par ses propres moyens ? Nous ne le croyons pas.

Déjà avant la guerre, la puissance d'épargne du pays était assez restreinte (l'absence de toute donnée statistique sur ce point nous empêche de faire une évaluation même approximative) ; une indication nous est donnée par le fait que jusqu'en 1916, la Roumanie n'a jamais pu réussir un emprunt intérieur : cela nous fait considérer l'épargne roumaine d'avant-guerre comme peu importante. Si en 1916, malgré l'état florissant du pays, sa force d'épargne était réduite, elle le sera d'autant plus à l'heure présente, après les ruines que la guerre a accumulées. Il nous faudrait, dans ce cas attendre encore une très longue période de temps pour arriver à nous refaire par nos propres forces.

Cette perte de temps n'est pas négligeable, car elle signifierait nous laisser dépasser par d'autres peuples moins bien partagés au point de vue des richesses naturelles et de la préparation professionnelle, mais plus avisés pour profiter des capitaux étrangers venus à leur secours.

Le Dr Rottman, un excellent connaisseur de la situation économique actuelle exprime la même opinion lorsqu'il dit : « Malgré une abondance de numéraire donnant l'illusion d'une énorme richesse, l'ancien royaume s'est appauvri et seuls les capitaux étrangers, sous forme de crédits accordés pour l'importation des instruments de production absolument nécessaires, seraient capables de relever notre niveau économique. Dans cet ordre d'idées, nous pensons que ce serait une faute fondamentale que de tâcher d'éloigner coûte que coûte les capitaux étrangers. Ils nous sont actuellement tout aussi indispensables qu'au début de notre ère économique moderne, car il ne faut pas oublier que nos capitaux ne sont pas le résultat d'une productivité augmentée de l'économie nationale, mais qu'ils sont, au contraire le résultat d'une liquidation forcée de cette dernière. Ils ne représentent pas le résultat d'un travail accumulé, mais au contraire, celui d'un travail de désorganisation » (1).

Le parti national-libéral que dirige M. Brătiano a

1. *Les Forces économiques de la Roumanie*, p. 26.

comme devise « par nous-mêmes ». C'est une belle et fière devise, mais qui ne peut demeurer qu'à l'état d'idéal à atteindre et ne devra se manifester dans la politique commerciale du pays sous la forme d'une légère tendance ; mais, si nous tenons à reconstruire vite pour profiter avantageusement de toutes les richesses que notre pays offre à l'activité de ses enfants, il faut nécessairement admettre l'intervention des capitaux étrangers.

Le discours tenu à Bucarest le 31 août 1920, par M. Rattigan, le chargé d'affaires britanniques en Roumanie, lors d'un banquet qui lui fut offert par la colonie anglaise, à l'occasion de sa nomination comme ministre plénipotentiaire à Bruxelles, nous fait connaître la manière dont les étrangers, en général, considèrent la situation de la Roumanie. Le discours de M. Rattigan est d'autant plus important qu'il constitue une sorte de réponse directe à la campagne du parti national-libéral, dont nous aurons bientôt à nous occuper. Le chargé d'affaires anglais s'exprime de la manière suivante : « La « crise la plus difficile que la Roumanie a été obli-
« gée de supporter, a passé et je pense que nous
« pouvons avoir toute confiance qu'elle reviendra à
« la prospérité d'avant-guerre, se développant à un
« degré tel, qu'elle deviendra un des pays les plus
« importants et les plus prospères de cette partie du
« monde. Mais pour mettre en valeur toutes ses res-

« sources, la Roumanie devra pour un certain temps,
« recourir à l'aide extérieure. Nous devons tous envi-
« sager avec sympathie l'idée qu'un pays se développe
« sans un pareil secours. « La Roumanie aux Rou-
« mains » est un cri parfaitement légitime, et s'il
« pouvait se réaliser nous n'aurions rien à dire, au
« contraire. Mais les Roumains eux-mêmes ou ceux
« qui sont au courant des conditions réelles de leur
« situation, sont persuadés qu'actuellement, la Rou-
« manie ne peut se passer du secours de l'étranger ».

Pour faire connaître l'état d'esprit des milieux rou-
mains quant à l'intervention des capitaux étrangers
et à quelle réception les capitalistes de l'Occident
peuvent s'attendre en Roumanie, nous allons analy-
ser les diverses déclarations qui se sont produites
dans le Parlement où dans la presse, relativement à
cette question. Pour mieux marquer l'importance
que le problème de l'intervention des capitaux étran-
gers a pris en Roumanie, nous ne devons pas oublier
que même S. M. le Roi dans la réponse à l'adresse
de la Chambre s'est vu obligé de toucher à cette
question en disant : « Pour le relèvement de notre
« économie nationale, nous avons besoin de ramas-
« ser toutes nos forces propres, sans éloigner entiè-
« rement pour cela le secours extérieur, autant qu'il
« n'est pas en contradiction avec les intérêts vitaux
« et supérieurs de la nation. »

Le gouvernement affirme la même manière de

voir, par la voix autorisée de M. Titulesco, ministre des finances ; dans l'interview accordée au journal *Le Temps*, que nous avons déjà eu l'occasion de citer, le ministre s'exprime dans ces termes : « Pour
« le relèvement de la Roumanie, on pourrait, en
« première ligne, faire appel au crédit étranger. On
« a dit que le Roumain est xénophobe. Quelle
« erreur ! Nous sommes purement et simplement
« philo-roumains. Pour la mise en valeur de nos
« énormes richesses, nous avons besoin de capitaux
« étrangers. Les sociétés roumaines où, à côté du
« capital souscrit en majorité par des Roumains, vien-
« draient s'ajouter les capitaux étrangers, constitue-
« raient un bienfait réel de notre collaboration éco-
« nomique. »

Le D^r I.-N. Angelesco, membre de la majorité — parti du peuple — exprime dans un langage extrêmement net la conviction que seuls les capitaux étrangers pourront aider la reconstruction rapide de notre économie ; nous croyons bon de citer tout le passage de son discours à la discussion du message, qui traite de notre question : « Chez nous, la question
« des capitaux étrangers dans les entreprises rou-
« maines, a été pendant longtemps, un sujet de lutte
« politique. Aujourd'hui, dans la grande Roumanie,
« le problème se pose sous une forme nouvelle, et
« nous sommes obligés de prendre une attitude dans
« cette question, non pas à seule fin de l'inscrire dans

« le programme des partis ou pour stigmatiser les
« hommes politiques de l'épithète de « vendu aux
« étrangers » ou de « traître aux intérêts nationaux »,
« mais, parce que à cause des circonstances, les
« administrations publiques ont été obligées, jusqu'à
« présent, de prendre des mesures qui ont produit
« un véritable chaos dans notre vie économique,
« permettant, dans certains cas, l'aliénation des
« richesses nationales et excluant en d'autres cas
« toute participation du capital étranger dans les
« entreprises roumaines, à cause de l'inconstance de
« la politique économique ».

« Dans l'ancienne Roumanie, en principe, la lutte
« contre les capitaux étrangers et pour leur com-
« plète exclusion des entreprises roumaines, était
« absurde. Nous avons une preuve de cette absurdité
« dans le fait que malgré la durée de cette lutte, et
« quoique ses promoteurs aient gouverné pendant
« longtemps, dans nos principales industries, comme
« par exemple dans l'industrie du pétrole, avant la
« guerre, il n'y avait pas même 10 0/0 de capital
« roumain ; et dans d'autres industries, comme l'in-
« dustrie forestière, la proportion était encore plus
« réduite. »

« Tout se réduisait à une critique platonique, à
« une opposition contre une puissance bien au-dessus
« de la puissance politique. »

« Dans la grande Roumanie, en principe, on pour-

« rait exclure les capitaux étrangers, sinon pour le
« moment au moins plus tard ; malgré cette possi-
« bilité, je ne suis pas partisan de l'exclusion des
« capitaux étrangers ; tout au contraire je fais appel
« aux capitaux étrangers pour venir participer aux
« entreprises roumaines. »

« Cet appel, je le fais pour des motifs très simples :
« au-dessus de la vie économique intérieure, se
« dresse la vie économique internationale, à laquelle
« nous devons, et nous sommes obligés de prendre
« part, même contre notre volonté. »

« Maintenant, quand la Nation roumaine unie est
« appelée à prendre part à la vie culturelle et matérielle
« universelle, il ne nous est pas permis de nous isoler
« et surtout, il ne nous est pas permis de ne pas cher-
« cher le maximum de rendement de nos richesses. »

« En disant ceci, je ne deviens ni le théoricien de
« l'internationalisme, ni le soutien des intérêts étran-
« gers en Roumanie, car tout le monde sait que le
« mécanisme de la production moderne est tel, que
« certains instruments de production dont nous avons
« besoin, nous ne pourrions les fabriquer nous-mêmes
« que dans cinq à dix ans, d'autres jamais. »

« C'est sous la forme d'instruments de production,
« que nous faisons appel aux capitaux étrangers de
« venir s'associer au capitaux roumains, formés par la
« main d'œuvre, la direction — dans une certaine
« mesure — et les matières premières. »

« La proportion des capitaux étrangers sera déterminée par la nature des choses ; toute proportion artificielle est d'avance irréalisable. »

« Je dois insister sur un point : nous n'appelons pas les capitaux étrangers dans les entreprises roumaines, pour nous attirer la sympathie dont nous avons besoin pour des raisons fiscales ; nous ne négocions pas nos richesses pour obtenir des emprunts de l'étranger. C'est à nous seuls de diriger l'économie de l'État ; si nous ne sommes pas capables, d'autres viendront nous la prendre des mains, qui nous réduiront certainement à l'esclavage. Seuls les bénéfices que donneront les entreprises roumaines doivent constituer l'attraction des capitaux étrangers, quo'n ne doit pas attirer par d'autres moyens. » (1)

Le D^r J.-N. Angelesco se déclare donc partisan de l'intervention des capitaux étrangers, non seulement à cause du résultat heureux que cette intervention aura pour notre situation économique, mais aussi pour affirmer le lien de solidarité qui existe entre tous les peuples, et qui rendra dorénavant plus sensible l'existence d'une vie économique internationale ; l'intervention des capitaux étrangers en Roumanie sera ainsi l'application de ce grand principe de la coopération des nations pour l'œuvre de civilisa-

1. Voir le *Moniteur officiel*, débats parlementaires, numéro du 18 juillet 1920.

tion universelle, principe déjà concrétisé par l'institution de la Société des Nations.

C'est ce que constate aussi M. Nicolas Jorga, député, chef du parti nationaliste, dans un article de son journal *Neamul Românesc* : « En fait, nous vivons » dans une époque de collaboration entre « nations, qui deviendra de plus en plus étroite, non « seulement dans le domaine moral, ou tout le « monde l'admet, mais même dans le domaine matériel. Cela étant, la sagesse politique ne commande « pas de chasser l'étranger qui vient travailler, qui « vient travailler pour vous, apportant ce que vous « ne pouvez pas avoir en ce moment, mais de l'utiliser sans l'exploiter, sans se laisser exploiter, chacun recevant le gain auquel il a droit et, s'il est « possible, avec de l'amitié et de l'estime réciproques. C'est la solidarité internationale du travail-argent et du travail-force. Loin de démolir les « Etats, elle les fortifie car, plus les intérêts d'un « pays sont intimement liés aux intérêts du monde « entier, mieux ils seront défendus par tous ».

Donc, de l'avis du gouvernement et des représentants autorisés de l'opposition, les capitaux étrangers sont considérés comme devant jouer un rôle de premier plan dans notre restauration économique.

Nous devons encore exposer les opinions du parti national libéral, dont les représentants dans le Parlement sont peu nombreux, mais qui, malgré l'impo-

pularité dont il a fait preuve lors des dernières élections générales, sera certainement, dans l'avenir appelé à diriger les destinées du pays. Actuellement, le parti national-libéral est resté le seul parti ayant un passé historique, comprenant des personnalités bien préparées pour la vie politique, et de plus, possédant de vastes richesses : les libéraux ont été les premiers à s'être intéressés à la vie économique du pays et ont fait des efforts continuels pour la création d'une industrie et d'un commerce nationaux. Leur compétence en matière économique est indéniable, mais on peut les soupçonner de vouloir profiter de leur position acquise pour ne permettre aucune intervention étrangère ; ils connaissent trop bien la situation pour ne pas se rendre compte que l'appel à la finance européenne est inévitable mais ils le voudraient tel qu'il ne périlât pas leur situation.

Cela ressort des diverses déclarations faites par les représentants du parti libéral à la tribune des Chambres.

« Ainsi, lors de la discussion du Message Royal, le
« Dr C. Anghelesco, au nom du parti libéral, a lu
« une longue déclaration, dont le passage qui nous
« intéresse est le suivant : « Nous ne sortirons pas
« des difficultés actuelles par la politique des pays
« coloniaux, en dépouillant l'Etat et les nationaux de
« leurs droits et leurs richesses, mais la seule poli-
« tique économique sage, que nous avons d'ailleurs

« déjà expérimentée avec succès, est la politique de
« la stimulation, de la coordination et de l'encoura-
« gement des énergies nationales.

« Naturellement, une telle politique n'exclut pas le
« concours et la collaboration de l'étranger dans le
« cadre des intérêts nationaux, mais implique la
« garde entre les mains de l'Etat des fonctions des-
« tinées à servir les intérêts publics.

« C'est nous-mêmes qui avons bâti et consolidé
« l'Etat roumain moderne, c'est toujours nous qui
« l'adapterons aux nécessités résultant de la réalisa-
« tion de l'unité nationale. Nous devons donc garder
« à l'Etat son indépendance économique, laquelle
« étendue aux provinces ci-devant sous la domination
« étrangère, sera la puissante garantie de notre indé-
« pendance politique (1) ».

Dans ce passage, il est fait allusion à une question qui a fortement remué nos cercles politiques et industriels ces tout derniers temps : le projet de concessions des ateliers de chemins de fer à un consortium anglo-français.

La crise des transports paraissait devenir chaque jour plus angoissante ; comme le défaut de locomotives et de wagons en bon état était une des causes primordiales de cette crise et comme la désorganisation des ateliers des chemins de fer et le manque

1. Voir le *Moniteur officiel*, Débats Parlementaires, séance de la Chambre des députés du 27 décembre 1920.

de matières premières et de machines rendait très difficile la réparation des locomotives et des wagons, le Ministre des Communications, justement inquiet de cet état de choses, a accepté l'offre d'un consortium anglo-français, auquel l'Etat roumain cédait, pour une courte période de temps, l'exploitation des ateliers.

La présentation devant la Chambre du projet de loi nécessaire pour la réalisation de cette concession, a donné lieu à des discussions passionnées, où les différents partis politiques ont pu faire entendre ce qu'ils pensent de l'intervention des capitaux étrangers.

Seul, le parti national-libéral a fortement protesté contre tout projet de concession et le « leader » libéral à la Chambre, M. Georges Marzesco, a tenu quelques importants discours, où toute la politique économique du parti qu'il représente a été exposée en détail.

M. Marzesco conteste l'opportunité et l'utilité de la concession des ateliers des chemins de fer; mais il proteste surtout contre le fait que cette concession apparaît comme le résultat d'une manœuvre d'intimidation de la finance étrangère qui, pour accorder un emprunt à l'Etat roumain, aurait exigé la concession des ateliers. « Devons-nous concéder nos services publics et liquider notre patrimoine national pour obtenir du crédit auprès de nos alliés » ? s'ex-

clame M. Marzescq; et plus loin « nous prenons
« comme base de la discussion les idées exprimées
« par M. Titulesco, ministre des finances, à Paris : le
« secours étranger, sans porter atteinte à notre sou-
« veraineté économique. Ce n'est pas par xénopho-
« bie que nous nous élevons contre la concession d'un
« des services importants de nos chemins de fer,
« mais parce que nos intérêts et nos droits comme
« Roumains nous le conseillent. »

« Inébranlables, nous suivons avec constance notre
« politique depuis quarante ans et la voix de la con-
« viction profonde du rôle que les chemins de fer
« doivent remplir dans notre développement écono-
« mique et notre défense nationale. Ce n'est pas la
« première fois aujourd'hui que nous nous trouvons
« dans cette situation ; dans le passé, d'autres ont
« déjà essayé de nous soumettre par des concessions.
« A cause de notre situation géographique, maîtres
« des bouches du Danube, étant un pays de transit,
« pendant l'époque de la renaissance de la Roumanie
« moderne, les tentatives d'asservissement se sont
« succédées ; le Danube, les chemins de fer, le
« pétrole, ont été le point de mire des étrangers,
« mais nous avons toujours su défendre avec fermeté
« notre indépendance économique et politique, même
« dans un temps où nous n'avions pas dans le
« monde la situation d'aujourd'hui (1).

1, Voir *Débats parlementaires* du 20-24 décembre 1920.



Il existe certainement des différences, dans la façon dont les partis politiques roumains conçoivent l'intervention des capitaux étrangers, comme nous avons pu nous en rendre compte par les nombreuses citations que nous avons reproduites ; mais, un fait reste acquis : tous sont d'accord pour réclamer le secours de l'étranger et c'est le seul point qui nous intéresse.



CHAPITRE VI

Aversion des capitaux étrangers dans la finance roumaine

Etant arrivés à la conclusion que l'intervention des capitaux étrangers est indispensable au relèvement de la Roumanie, il s'agit de déterminer sous quelle forme cette intervention devra se produire ; sera-ce sous la forme d'un emprunt extérieur ? La plupart des gouvernements roumains qui se sont succédés depuis l'armistice, ont été de cet avis et ont fait des efforts désespérés pour obtenir des emprunts sur les marchés alliés.

Quoique ne partageant pas les opinions de M. Keynes, qui se montre adversaire de tout emprunt, « parce que, dit-il il n'est pas sûr que dans « deux ou trois ans la situation ne sera tout aussi « mauvaise qu'en ce moment, car les classes gouver-
« nantes de la Roumanie se partageront le butin » (1), nous ne sommes pas moins d'avis que l'emprunt

1. Voir *Les conséquences économiques de la paix*, p. 226 de la trad. française.

extérieur ne pourra pas remédier à la situation.

L'établissement d'un budget bien équilibré, conforme à la situation actuelle du pays, devra être le grand souci du gouvernement ; bien entendu, un petit emprunt extérieur, comme celui qu'on vient de faire en France (un emprunt de 200 millions de francs) destiné au paiement des arrérages des rentes roumaines, non payés à l'étranger depuis 1917, est extrêmement utile et constitue le seul moyen d'acquitter nos dettes en un moment où le change roumain est aussi bas ; cet emprunt pourra même faire monter le cours du lei sur le marché de Paris, mais ce n'est pas par un emprunt d'Etat que l'industrie de la Roumanie et son commerce pourront revivre.

L'Etat est trop mauvais entrepreneur et l'absence de discernement de ses bureaux est bien connue, pour s'imaginer que le gouvernement pourra faire profiter de l'emprunt extérieur les industriels qui méritent vraiment d'être secourus et qui pourront bientôt contribuer à l'augmentation de la production ; de plus, il faut craindre surtout maintenant l'influence de la politique, qui exclura des bienfaits de l'emprunt, tous ceux qui ne sont pas les amis du gouvernement.

D'ailleurs, il est très difficile d'obtenir des emprunts à l'heure présente, sans offrir en échange des concessions très importantes. La situation de l'Europe orientale est peu connue en Occident et les cercles

financiers intéressés font répandre les bruits les plus alarmants sur notre situation, à côté de la Russie bolchevique. Selon ces bruits tendancieux l'incertitude qui règne en Roumanie ne permet qu'on nous accorde des emprunts que contre des garanties réelles, comme, si à l'avènement du bolchevisme en Roumanie, ces concessions pouvaient avoir une grande valeur pour un gouvernement constitué selon les principes de Moscou ! Mais la Roumanie a trop fait voir à l'étranger le besoin qu'elle avait de trouver de l'argent ; cela a suffi pour qu'on essayât de nous imposer des conditions fort dures, qui ont fait échouer tous les pourparlers relatifs à un grand emprunt.

A notre avis, cet échec n'est pas à déplorer, car le gouvernement peut trouver dans le pays et doit le trouver, tout ce qu'il lui faut pour boucler son budget ; ce n'est pas avec un emprunt extérieur, qu'on doit faire face aux dépenses auxquelles les recettes prévues dans le budget doivent suffire ; quant au relèvement industriel, grâce à l'appui du gouvernement qui pourrait faire bénéficier les particuliers de l'emprunt obtenu, nous exprimons encore une fois notre complet scepticisme.

Nous envisageons l'intervention du capital étranger en Roumanie sous la forme de participation dans les banques roumaines existantes ou à créer : les banques, à leur tour, pourront accorder des emprunts aux particuliers individuellement, avec le discerne-

ment propre à un établissement financier qui connaît ses clients, possède toutes les informations nécessaires sur leur compte, et est directement responsable du résultat de l'opération. Grâce aux relations que la banque possèdera à l'étranger, l'industriel roumain pourra obtenir des emprunts sous la forme de ventes à long terme de matières premières, de machines, d'installations complètes d'usines, etc., la banque roumaine pourra en toute confiance se porter caution de l'emprunteur. De cette façon, seuls les industriels et les commerçants capables, présentant des garanties suffisantes de solvabilité, profiteront du crédit et seules les industries répondant à un besoin réel et assurées de donner un rendement favorable, obtiendront l'appui de l'étranger. Les effets de l'intervention du capital étranger se feront vite sentir par l'accroissement de la production, l'augmentation de l'exportation la baisse des prix et le relèvement des changes.

Tous ces résultats favorables seront des résultats solides, fondés sur la réalité, sur le travail et la richesse produite et ne seront donc pas susceptibles de disparaître du jour au lendemain, comme l'amélioration factice que pourrait produire un emprunt extérieur, employé par les mains peu habiles du gouvernement, amélioration rapide, suivie d'une dépression encore plus rapide le jour où tous les crédits obtenus seront employés, sans que la production fût

augmentée; ces brusques changements en bien ou en mal seront l'occasion d'autant de désastres pour l'industrie et le commerce qui ne pourront pas résister à de telles épreuves; même le progrès quand il est trop rapide cause des ruines injustes, qu'il est toujours bon d'éviter. Ces inconvénients n'existeront pas au cas où l'on adoptera notre solution, qui est, d'ailleurs, en parfaite concordance avec les conclusions du congrès financier d'Amsterdam, où l'on a décidé que seuls les pays qui travaillent et produisent, méritent d'être secourus.

Pour éviter les désavantages qu'ont présentés pour la Roumanie l'activité des banques à capital allemand, nous proposons la collaboration du capital étranger avec le capital roumain; la vraie collaboration se fera jour dans la façon dont ces banques seront dirigées par des financiers roumains, assistés de conseils d'administration où les représentants des capitaux étrangers auront un nombre de sièges proportionné à leur importance. L'activité de ces banques sera, de la sorte, conforme aux intérêts du pays et des capitalistes qui pourront surveiller la politique suivie par les directeurs.

Un exemple de collaboration des capitaux roumains et des capitaux étrangers nous était fourni, même avant la guerre par la *Banque Marmorosch Blank et Cie*, où, à côté de capitaux français et austro-hongrois, les capitaux roumains participaient aussi dans

une certaine mesure; cette collaboration a survécu à la guerre, en se fortifiant.

Comme suite de l'inflation monétaire dont la Roumanie souffre depuis la guerre, les banques ont été obligées de procéder à des augmentations de capital pour arriver à garder une proportion normale entre les ressources propres à la banque et les dépôts et comptes-courants créditeurs qui s'étaient développés démesurément grâce à l'abondance du numéraire.

Dès le mois de novembre 1918, la Banque Marmorosch Blank et Cie est la première qui décide l'augmentation de son capital, par des émissions successives, jusqu'à 75 millions; en novembre 1918, on n'appelle que 10 millions; en mars 1919, a lieu une nouvelle émission de 20 millions, dont 10 millions sont souscrits par la Banque de Paris et des Pays-Bas, établissement qui, même avant la guerre, était un des gros actionnaires de la Banque Marmorosch Blank et Cie.

Cette augmentation, en mars 1919, est expliquée dans le compte-rendu annuel, par la participation de la banque, d'accord avec quelques industriels et quelques importantes banques françaises, à la création de la *Compagnie générale de l'Europe centrale*. Le but de cette société est de faire, pour son compte ou pour le compte des tiers, des importations ou exportations de marchandises, des créations de fabriques, des constructions de ponts, des chemins de fer, des

ateliers etc. ; la Banque Marmorosch Blank et Cie est l'actionnaire le plus important de la société.

En décembre 1919, l'assemblée générale des actionnaires décide l'augmentation du capital de la Banque jusqu'à 125 millions. Bien entendu, la finance étrangère participe à toutes ces nouvelles émissions, proportionnellement aux actions en sa possession. Grâce à l'excellente tenue des actions de la Banque à la Bourse de Bucarest, toutes les émissions ont été faites avec des primes considérables, qui ont servi à l'augmentation des réserves. A l'heure actuelle, la *Banque Marmorosch Blank et Co* est la plus grande banque roumaine, avec un capital de 125 millions entièrement versés et 145 millions de réserves.

La Banque Marmorosch Blank et Co, tout en cherchant à établir des relations toujours plus étroites avec la finance des pays alliés et spécialement avec la finance française, n'a pas rompu toute attache avec les Banques de Budapest et de Vienne, qui la commandaient avant la guerre.

Une autre banque, fonctionnant aujourd'hui sur les mêmes principes que la banque Marmorosch Blank et Co, est la *Banque de la Nation*. Cette dernière institution de crédit, fondée en 1915, à Bucarest, comme petite banque de quartier avec un capital de 200.000 lei, arrive, en 1918, à un capital de 1 million ; grâce aux bénéfices réalisés et à l'abondance de numéraire sur le marché, les augmentations succes-

sives du capital sont couronnées de succès et en août 1919, le capital entièrement versé est de 39 millions ; actuellement, le capital de la Banque de la Nation monte à 100 millions.

Les dernières augmentations de capital ont eu lieu avec le concours des cercles financiers français et anglais, dont plusieurs représentants prennent place dans le conseil d'administration de la banque.

La Banque de la Nation, tout comme son aînée, poursuit la même politique de participation à la création des industries les plus variées, avec un bonheur qui ne se dément pas ; toutes ces créations progressent et donnent les plus grands bénéfices. La voie ouverte par la Banque Marmorosch Blank et C^o s'est montrée pleinement avantageuse pour l'industrie du pays.

Il n'est pas dépourvu d'intérêt de savoir ce que sont devenues les banques à capital allemand d'avant la guerre, qui, dès le commencement des hostilités ont été mises sous séquestre à cause de leur capital de provenance ennemie ; ce sont, comme nous l'avons déjà dit la Banque Générale Roumaine, la Banque de Crédit Roumain et la Banque Commerciale Roumaine.

En décembre 1918, le conseil d'administration et l'administrateur séquestre ont procédé à la transformation de la Banque Générale Roumaine en une institution roumaine grâce au fait qu'en ce moment,

72 o/o des actions de la Banque appartenaient à des Roumains et seulement 20 o/o aux sujets ennemis ; le reste de 8 o/o appartenait à des neutres ou à des alliés.

Les actions de cette société ont dû changer de main pendant la guerre, quand les Allemands, pour soutenir leur change, ont négocié une grande partie des valeurs étrangères qu'ils possédaient ; ainsi, dès le mois de novembre 1916, on estimait en Allemagne que 40 o/o des valeurs roumaines était rapatrié (1).

Par suite de la transformation qu'elle a subie, la Banque Générale Roumaine décide le changement de son nom trop compromis ; elle s'appellera dorénavant la *Banque Générale des Pays Roumains*.

Suivant le mouvement général, le capital de la banque a été augmenté jusqu'à 60 millions ; la valeur nominale des actions de la Banque Générale était de 1250 lei, c'est-à-dire 1000 marks ; pour effacer toute trace d'origine allemande, on décida tout dernièrement (février 1921) de changer les actions de 1250 lei contre des actions de 500 lei, chaque actionnaire devant recevoir cinq actions nouvelles pour deux anciennes. Grâce à la forte proportion de capital roumain, la Banque Générale des Pays Roumains, rentre maintenant dans la catégorie des banques à

1. D'après un article du *Berliner Tagblatt* du 8 novembre 1916, cité par M. Charles Rist dans *Les Finances de guerre de l'Allemagne*. Paris 1921, p. 200.

capital national, surtout si l'on considère qu'elle n'envisage pas de nouvelles participations du capital étranger.

Quant à la Banque de Crédit Roumain, en mars 1920, on a ordonné la mainlevée du séquestre, à la suite de la transformation de la banque commanditaire — *Banque des Pays Autrichiens* de Vienne — en une banque française nommée la *Banque des Pays de l'Europe centrale*; cette transformation a été facilitée par le fait que même avant la guerre, la Société Générale, de Paris, possédait un très grand nombre d'actions de la Banque des Pays Autrichiens. L'assemblée générale de la Banque de Crédit roumain a décidé le 22 avril 1920, l'augmentation du capital, de 20 millions à 70 millions.

La Banque Commerciale Roumaine, après la mainlevée du séquestre, en août 1920, continue son activité en maintenant la participation du capital étranger; par décision de l'assemblée générale du 17 juillet 1919, le capital de la banque a été porté à 50 millions. Grâce aux augmentations de capital qui ont eu lieu, la proportion du capital roumain intéressé dans ces banques a considérablement augmenté de sorte, qu'on peut, à présent, les faire rentrer dans la catégorie des banques à capital roumain et étranger, dont nous préconisons le développement.

La Bank of Roumania Ltd continue à jouer son

rôle effacé de succursale de la Bank of Roumania, de Londres.

Les banques à capital roumain ont suivi le même système d'augmentation de capital que les banques à capital mixte.

La situation des grandes banques roumaines se présente actuellement comme suit :

Banques à capital roumain et étranger :

	Capital	Réserves
Marmorosch Blank et Co.....	125 mill.	140 mill.
Banque de la Nation.....	100 —	29 —
Banque de Crédit roumain.....	70 —	27 —
Banque Générale des Pays roumains....	60 —	47 —
Banque Commerciale roumaine.....	50 —	15 —
	<u>405 mill.</u>	<u>258 mill.</u>

Banques à capital entièrement roumain.

Banca Romaneasca.....	160 mill.	77 mill.
Banque Agricole.....	90 —	85 —
Banque d'Escompte.....	80 —	20 —
Banque du Commerce Craïova.....	65 —	61 —
	<u>395 mill.</u>	<u>243 mill.</u>

Maintenant, il s'agit de savoir quels sont les capitaux étrangers, dont l'intervention serait la plus désirable pour la Roumanie.

Il n'y a que trois pays qui, actuellement, peuvent songer à exporter leurs capitaux : les Etats-Unis, l'Angleterre et la France. Les financiers de ces trois Etats se disputent à présent le droit d'investir leurs fonds dans les entreprises roumaines ; chaque nation

procède d'une manière différente, suivant son propre tempérament.

L'Amérique est le pays des fortunes immenses, où l'entrepreneur ingénieux et capable trouve facilement le moyen de faire fructifier son capital dans des entreprises nouvelles. Les Etats-Unis sont loin d'être entièrement industrialisés et les richesses encore non explorées retiendront pour longtemps encore les capitaux dans le pays. Il est donc difficile de s'imaginer que les Américains pourraient venir en Roumanie, placer des capitaux dans quelques petites exploitations, peu intéressantes et difficiles à surveiller. Les grands capitalistes du Nouveau-Monde ne se déplaceront et ne risqueront leurs capitaux en Roumanie que pour des affaires considérables, pour des entreprises monstres, pareilles à celles qu'ils dirigent chez eux. Pour cette raison nous les voyons demander à l'Etat roumain la concession de ses terrains pétrolifères, voulant ainsi augmenter la puissance de leur contrôle sur la production du pétrole dans le monde. Cette demande de concession des terrains pétrolifères de l'Etat, constitue une des épisodes de la lutte entre l'Amérique et l'Angleterre pour la domination du marché du pétrole.

L'affaire avait de l'envergure : c'était bien une affaire américaine ; les chances de gain illimité rendaient profitables le déplacement et le risque. C'est la manière dont les Américains conçoivent les affaires à conclure

avec la Roumanie ; pour eux, il n'y a que le monopole qui soit intéressant. On peut bien s'imaginer que cette conception des affaires ne convient pas à la Roumanie, qui ne peut pas voir ses richesses livrées en totalité à des capitalistes étrangers, échappant presque à tout contrôle grâce à leur extraordinaire puissance.

Le refus du gouvernement roumain a déchaîné contre nous les foudres de la finance américaine qui ne veut plus entendre parler de crédit, quand il s'agit de la Roumanie.

Les Anglais, à leur tour ont essayé de prendre la place laissée libre par le départ des Allemands. Les méthodes qu'ils entendent employer nous sont exposées par M. Rattigan, dans le discours dont nous avons déjà cité quelques passages : « Il convient de
« montrer aux Roumains que nous sommes capables
« et que nous sommes prêts à leur apporter les se-
« cours nécessaires. Les entreprises britanniques
« n'ont jamais demandé autre chose que la permis-
« sion de concourir sur le marché libre. Elles accep-
« tent la concurrence avec espoir et sans inquiétude :
« elles ont confiance dans la qualité de leurs mar-
« chandises et dans la possibilité de leur résistance à
« l'épreuve d'une comparaison avec les marchandises
« des autres pays. On a soutenu dans une partie de la
« presse roumaine que le désir de la Grande-Breta-
« gne et des entreprises britanniques en général est

« d'accaparer ce pays. Bien entendu, rien n'est plus
« loin de la vérité. Il nous est difficile de compren-
« dre, à nous, qui connaissons la prospérité de l'Em-
« pire britannique, fondée sur le régime de la porte
« ouverte et de la bonne foi, comment une telle idée a
« pu être prise, au sérieux ; mais, comme il semble
« que cette idée a cours dans certains cercles, je dois,
« en cette occasion, faire la déclaration suivante à
« laquelle je suis convaincu que vous souscrirez
« tous. Les marchands de l'Angleterre ne sont pas
« de profession philanthropes, permettez-moi de
« constater, en passant, que je ne veux pas dire
« par là qu'ils ne font pas beaucoup de philanthropie
« privée, mais, ce que je veux dire c'est qu'ils ne
« donnent pas aux affaires commerciales une appa-
« rence philanthropique. Ils attendent, et ont tout le
« droit d'attendre un profit équitable pour le capital
« investi, pour leur risque et leur travail ; ils ne deman-
« dent pas autre chose. Toutefois, la théorie anglaise
« est qu'une coopération loyale est le seul moyen de
« conclure une affaire juste ; notre intention n'est pas
« de nous enrichir par l'appauvrissement de nos voi-
« sins, mais par l'augmentation de leur prospérité ;
« par conséquent, et abstraction faite de toute ques-
« tion de sentiment, au point de vue affaire et bon
« sens, nous reconnaissons qu'il est dans notre intérêt
« de faire tout le possible pour contribuer à la pros-
« périté de ceux avec lesquels nous traitons des

« affaires. Il est vrai que les Roumains responsables
« et certainement tous ceux qui connaissent l'Angle-
« terre, reçoivent avec sympathie notre coopération
« loyale pour le développement de leur pays ; mais
« tant que durera le doute sur nos intentions, il n'est pas
« mauvais d'insister sur le fondement principal qui
« sert de base au commerce et à l'industrie anglais. »

Nous sommes parfaitement d'accord avec M. Rattigan lorsqu'il affirme que la seule chose à désirer est une coopération loyale de l'industrie et du commerce anglais avec l'industrie et le commerce roumains ; mais la manière dont les Anglais conçoivent cette collaboration, a forcé M. Rattigan de faire la déclaration que les marchands anglais ne sont pas de profession philanthropes ; c'est bien vrai et on ne peut pas le leur reprocher, mais, dans les circonstances actuelles, un peu moins d'âpreté dans la poursuite d'un gain considérable dans tous les cas, ne nuirait certainement pas aux bons apports qui vont s'établir entre les Roumains et les industriels anglais. De plus, grâce à leur change favorable, les Anglais trouvent l'entrée ouverte en Roumanie, pour tout acheter ; on ne peut pas les en empêcher, mais on ne peut pas, non plus, s'empêcher de protester.

Le discours du chargé d'affaires anglais à Bucarest nous montre l'importance spéciale que l'Angleterre officielle attache à l'intervention des capitaux anglais en Roumanie. Nous croyons que les Anglais sont les

premiers à s'être rendu compte des grandes possibilités que notre pays offre actuellement aux capitalistes étrangers.

Dernièrement, la Roumanie a été visitée par de nombreux envoyés de la finance anglaise, qui sont venus étudier sur place les conditions de la situation actuelle.

Un envoyé de la *London Joint City and Midland Bank Ltd*, après un voyage en Roumanie, adresse à sa banque un rapport, dans lequel il s'exprime dans les termes suivants : « Après un voyage à travers
« toute la Roumanie, après avoir interviewé des
« membres du gouvernement, des personnalités mar-
« quantes de la politique et des finances et des hom-
« mes d'affaires, nous avons acquis l'impression très
« nette que la Roumanie se trouve dans une situation
« exceptionnellement favorable pour un commerce
« réciproque avec notre pays. Nous sommes d'avis
« que le secours que la Roumanie sollicite peut lui
« être accordé seulement par l'Angleterre et les Etats-
« Unis et nous concluons que l'Angleterre a une
« chance unique de s'assurer le marché roumain pour
« une longue durée. Avant la guerre, les meilleurs
« banquiers, ingénieurs, mécaniciens, chefs d'équi-
« pes, etc. étaient allemands et il y a là maintenant
« un vide que pourraient combler avec succès les
« Anglais entreprenants et habiles. En résumé et
« après une étude détaillée des faits, nous affirmons

« que l'avenir de la Roumanie est assuré à moins que
« des événements inattendus ne surviennent. La Rou-
« manie est certainement un des pays du monde qui
« se relèvera le premier des ruines économiques et
« financières accumulées par la guerre (1). »

Après ces affirmations nettes, tout commentaire est inutile ; les Anglais n'hésiteront pas à confier leurs capitaux à la Roumanie.

Un journaliste anglais M. Brandreth manifeste la même confiance dans l'avenir de la Roumanie, lorsqu'il écrit dans le *Financial Times* : « Il n'est pas,
« juste de juger la vitalité de la Roumanie d'après
« la malheureuse situation actuelle, suite de circons-
« tances exceptionnelles, mais il faut regarder en
« arrière et ne prendre en considération que les
« énormes progrès accomplis par ce pays dans toutes
« les directions pendant les soixante dernières années.
« Dénoncer ce jeune peuple comme n'étant pas tout
« aussi cultivé que nous supposons l'être dans l'occi-
« dent, n'a pas de sens. On peut le critiquer, mais à
« condition que la critique soit amicale. Nous, les
« Anglais, nous avons une occasion unique de tendre
« la main à la Roumanie, pour la secourir. » Mais
M. Brandreth se rend compte que la mentalité actuelle
des Anglais ne peut que leur nuire dans leurs entre-
prises et il continue. « Notre prestige national est

1. Monthly : *Review*, septembre 1920 ; cité d'après *Les Forces économiques de la Roumanie*, p. 155-66.

« grand là-bas et si nous ne sommes pas tellement
« aimés, nous sommes plus respectés que n'importe
« quel autre peuple européen. Ce qui ne veut pas dire
« qu'il faut employer notre prestige pour chercher à
« obtenir des concessions qui offensent l'amour
« propre national des Roumains, mais pour participer
« pratiquement à la restauration économique de la
« Roumanie. Les Roumains, peuple vif et sensible,
« nous récompenseront avec leur amitié. »

Toutes ces citations démontrent jusqu'à l'évidence que l'Angleterre officielle autant que la grande finance anglaise est vivement préoccupée de remplacer au plus vite chez nous les Allemands que la guerre a chassés. Les Anglais partiront avec toutes leurs forces à la conquête de la Roumanie. Le sentiment de leur faiblesse rend les Roumains irritables, mais aucune considération sentimentale n'arrêtera les Anglais, qui avec leur ténacité naturelle, poursuivront toujours leur but.¹

M. André Lebon, ancien ministre du commerce, dans ses *Problèmes économiques nés de la guerre*, a parfaitement caractérisé la manière de faire des Anglais.
« Avec les Anglais — dit-il — vous avez à faire à un
« peuple qui est plus lent à concevoir, plus lent à
« exécuter, mais qui est implacable dans la réalisa-
« tion de la mission qu'ils s'est lui-même assignée et
« qui ne s'arrête alors à aucun scrupule de doctrine.
« Une fois qu'il s'est mis en route, il ne recule devant
« aucun obstacle, ni aucun sacrifice ; tout l'exaspère,

« au contraire, dans la volonté d'aller *jusqu'au bout* (1).

Ce caractère qui s'est affirmé au cours de la guerre avec la force que nous connaissons tous, se manifeste aujourd'hui dans la lutte économique. La trop grande différence entre le caractère anglais et le caractère roumain rendra très difficile l'entente de ces deux peuples ; une collaboration favorable aux deux parties est à peu près impossible avec les Anglais. Quoique connaissant mieux la Roumanie que les Américains, les Anglais sont tout aussi étrangers aux conditions de l'économie roumaine et au tempérament roumain.

Il n'y a que les Français avec qui les Roumains pourraient collaborer en toute sécurité. A la fraternité des armes succéderait la fraternité en affaires. Les Français, beaucoup plus que les autres Alliés connaissent la Roumanie, l'aiment et surtout la comprennent. La communauté de race établit entre ces deux peuples un lien profond, rendu visible par la similitude des caractères ; de plus, la langue française, si généralement répandue en Roumanie, rend les rapports avec les Français agréables et faciles. La participation des capitaux français dans la finance roumaine créerait des liens nouveaux et puissants, qui seraient l'origine de relations étendues et suivies avec le commerce et l'industrie française.

1. André Lebon, *Problèmes économiques nés de la guerre*, 2^e série, p. 41.

Avant la guerre, la place occupée par la France dans notre commerce extérieur était insignifiante ; mais nous croyons que dans l'avenir, la France peut devenir pour nous un fournisseur et un débouché de première importance.

Nos exportations de pétrole surtout, pourraient facilement concurrencer en France le pétrole américain bien plus cher ; de même pour le bois, la France offre un vaste marché aux produits de nos exploitations forestières. L'exportation des céréales variera suivant la réussite de la récolte française.

Quant aux importations, à part les articles de luxe, dont la provenance était et sera toujours française, la France pourrait nous envoyer les machines qui nous étaient autrefois fournies par les Allemands ; de même, les tissus français pourraient concurrencer tout autre produit similaire anglais ou italien.

Pour ces raisons, nous estimons que la collaboration franco-roumaine, est parfaitement possible et profitable. Nous sommes heureux de constater que les efforts des financiers roumains jusqu'à présent se sont portés surtout vers la France et dans la grande majorité des cas, leurs efforts ont été couronnés de succès.

Les financiers français ont reconnu la bonne foi roumaine et ils connaissent trop bien la richesse des sources de production de la Roumanie pour être sûrs que leurs capitaux seront utilement employés.

La France, qui avant la guerre déjà, avait une épargne annuelle considérable, trouvera chez nous un débouché sûr pour le placement de son capital d'épargne. La Roumanie lui offre un terrain vaste ; dont la prospérité est prochaine et où les capitaux français seront toujours bien reçus.

Les Français individualistes par nature ne seront pas les instruments des trusts tout-puissants qui tendent à l'accaparement totale du pays par une action en masse ; de même, ils sont réfractaires à toute action collective sous la direction de leur gouvernement.

Venant tout simplement pour placer leurs capitaux dans des entreprises fructueuses, les Français seront toujours accueillis à bras ouverts.

Vu : le Président de la thèse,
CH. RIST

Vu : le Doyen,
F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPEL

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- RIST (Charles). — Les finances de guerre de l'Allemagne.
COURCELLE-SENEUIL. — Traité des opérations de banque.
CONANT (Charles). — Monnaie et Banque.
KAUFMANN (E.). — La Banque en France.
FONTANA RUSSO. — Traité de Politique commerciale.
LEBON (André). — Problèmes économiques nés de la guerre.
BLEY (Gustave). — La Roumanie (1896).
MUZET (A.). — La Roumanie nouvelle (1920).
KEYNES (J. M.). — Les conséquences économiques de la paix.
SERVICE D'ÉTUDES FINANCIÈRES DE LA BANQUE MARMOROSCH-BLANK
ET Co. — Les Forces économiques de la Roumanie.
Bulletin semestriel de la Statistique commerciale du Ministère
du Commerce et de l'Industrie (Bucarest, 1921).

OUVRAGES EN ROUMAIN

- SLAVESCO (Victor). — Marea finanta diu Romania in ireme de
razboi (1920).
— Marile banci comerciale in Romania.
BAICOIANU (C. J.). — Banca Nationala in timpul ocupatiei (1920).
ANGELESCO (J. N.). — Rapport general la prectul de budget gene-
ral fe, 1920-1921.
BIBIRI-STURIA. — Germania in Romania.

OUVRAGES EN ALLEMAND

SITESCO (P.). — Die Kreditbanken Rumæniens.

FISCHER (Emil). — Die Kulturarbeit der Deutschthums in Rumæ-
nien.

JOURNAUX DIVERS

Le Temps.

Financial Times.

Le Moniteur officiel roumain (Débats Parlementaires).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE PREMIER. — Création des banques à capital étranger en Roumanie.....	10
CHAPITRE II. — Activité des banques à capital étranger....	33
CHAPITRE III. — Les banques à capital étranger et la guerre. La Paix de Bucarest.....	66
CHAPITRE IV. — Situation économique de la Roumanie après la guerre.....	93
CHAPITRE V. — Les partis politiques et l'intervention des capitaux étrangers.....	120
CHAPITRE VI. — Avenir des capitaux étrangers dans la finance roumaine.....	135

